

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL
2022**



LA POSTE
GROUPE

SOMMAIRE

1

RAPPORT
SEMESTRIEL
D'ACTIVITÉ

Page 3

2

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS
RÉSUMÉS

Page 57

3

RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE

Page 102

4

ATTESTATION
DE LA PERSONNE
RESPONSABLE

Page 106

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière
des résultats

Principaux risques et incertitudes

Examen de la situation financière et des résultats

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS	7
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	7
1.2	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	9
1.2.1	Evolution de l'environnement bancaire.....	9
1.2.2	Evolution des tarifs du courrier et du colis.....	10
1.2.3	Evolution non tarifaire du courrier et du colis.....	11
1.2.4	Evolution tarifaire de la presse.....	11
1.2.5	L'avenant au contrat d'entreprise 2018-2022.....	11
1.3	DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS	12
1.3.1	Services-Courrier-Colis.....	12
1.3.2	GeoPost	12
1.3.3	La Banque Postale.....	12
1.3.4	Branche Grand Public et Numérique.....	14
1.3.5	L'immobilier.....	14
1.4	ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	15
1.5	LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE.....	16
1.5.1	Dialogue social	16
1.5.2	Formation et évolution professionnelle.....	16
1.5.3	Santé sécurité au travail et qualité de vie au travail.....	17
1.5.4	Offre sociale et logement	17
2.	INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE	18
2.1	PROPOS INTRODUCTIF	18
2.2	DEFINITIONS DES IAP.....	18
2.2.1	EBITDA ajusté.....	18
2.2.2	Free cash-flow.....	18
2.2.3	Dettes nettes.....	18
2.2.4	Evolution à périmètre et change constants (évolution organique).....	18
2.2.5	Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint.....	18
2.2.6	Dettes nettes / Capitaux propres.....	19
2.2.7	Dettes nettes / EBITDA ajusté.....	19
2.2.8	Ratio Common Equity Tier 1 (CET 1).....	19
2.2.9	Liquidity Coverage Ratio (LCR).....	19
2.2.10	NSFR	19

2.2.11	Coefficient d'exploitation.....	19
2.2.12	Taux de Couverture du SCR.....	19
3.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE.....	20
3.1	PRODUITS OPERATIONNELS.....	21
3.2	RESULTAT D'EXPLOITATION.....	23
3.3	RESULTAT NET.....	24
3.4	VARIATION DE LA DETTE NETTE.....	24
4.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE.....	25
4.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE.....	25
4.2	DONNEES SECTORIELLES RETRAITEES AU TITRE DU PREMIER SEMESTRE 2021.....	26
4.3	SERVICES-COURRIER-COLIS.....	27
4.3.1	Activité Courrier.....	28
4.3.2	Activité Colis.....	28
4.3.3	Activité Filiales Branche Services-Courrier-Colis.....	29
4.3.4	Résultat d'exploitation.....	29
4.4	GEOPOST.....	29
4.4.1	Chiffre d'affaires.....	30
4.4.2	Résultat d'exploitation.....	31
4.5	LA BANQUE POSTALE.....	31
4.5.1	Activités commerciales.....	31
4.5.2	Performance opérationnelle.....	33
4.5.3	Structure financière.....	35
4.6	BRANCHE GRAND PUBLIC ET NUMERIQUE.....	36
4.6.1	Chiffre d'affaires.....	36
4.6.2	Résultat d'exploitation.....	37
4.7	AUTRES SECTEURS.....	37
4.7.1	Immobilier.....	37
4.7.2	Supports et Structures.....	38
4.7.3	Charges non affectées.....	39
5.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT.....	40
5.1	RESULTAT FINANCIER.....	40
5.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE.....	41
6.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE.....	43
6.1	FREE CASH-FLOW.....	44
6.1.1	EBITDA ajusté.....	44
6.1.2	Achats d'actifs corporels et incorporels.....	44

6.1.3	Cessions d'actifs corporels et incorporels.....	45
6.1.4	Autres éléments du Free Cash-Flow	46
6.2	VARIATION DE LA DETTE NETTE	47
6.2.1	Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du groupe 47	
6.2.2	Dividendes versés par le groupe en 2022	48
6.3	VARIATION DE LA TRESORERIE.....	49
6.4	DETTE BRUTE	51
6.5	DETTE NETTE	52
6.6	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE.....	53
6.7	NOTATION FINANCIERE	54
7.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE	55
7.1	PERSPECTIVES	55
7.2	EVENEMENTS POST CLOTURE	55

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Le Groupe est impacté dans ses différents métiers par la conjoncture économique et notamment par l'inflation qui se traduit par une évolution du coût du travail en France et chez ses principaux voisins européens et par une modification des comportements de consommation. Le Groupe est également sensible, pour ses activités bancaires, à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers. Enfin, l'évolution des taux de change, vis-à-vis du réal brésilien et de la livre sterling notamment, et des cours du pétrole ont également un impact important pour les activités logistiques et internationales du Groupe.

International : multiplication des vents contraires

Le premier semestre 2022 a été marqué par une multiplication de facteurs négatifs pour l'économie mondiale. Fin février, le début de la guerre en Ukraine s'est traduit par une envolée des prix des matières premières soutenue par la crainte d'une rupture brutale des livraisons de pétrole et de gaz de la Russie vers l'Europe. Si une détente s'est ensuite manifestée sous l'effet d'un maintien des approvisionnements, les prix sont restés élevés tout au long du premier semestre, notamment ceux du gaz sur le marché européen. Cela a aussi eu pour conséquence une surchauffe sur le marché européen du prix de l'électricité. S'ajoutant aux tensions persistantes liées aux difficultés d'approvisionnement avec notamment la multiplication par cinq du coût du transport des containers entre la mi-2020 et le début 2022, les hausses de prix en amont se sont progressivement diffusées dans les secteurs en aval (produits alimentaires transformés, produits manufacturés, prix de certains services comme le transport aérien). Il en est résulté une vague d'inflation sans précédent depuis le début des années 1980. Mesurée sur un an, la hausse des prix à la consommation atteignait 9,1 % au Royaume-Uni en mai, 8,6 % aux Etats-Unis en mai et 8,6 % en zone euro en juin. Dans ce contexte, les banques centrales ont décidé d'entamer un net resserrement de leurs politiques monétaires, en interrompant leurs achats d'actifs et en relevant leurs taux directeurs. Alors qu'il était encore nul en début d'année, les membres de la Fed projettent ainsi un taux des Fed funds de 3,4 % fin 2022. En conséquence, les taux d'intérêt à long terme se sont ajustés à la hausse et les indices boursiers se sont repliés. Dans ce contexte, la confiance des ménages s'est très nettement détériorée, reflétant la perte de pouvoir d'achat occasionnée par les hausses de prix et les craintes quant aux retombées d'un ralentissement économique. Enfin, face à la détérioration de la situation sanitaire au printemps, les autorités chinoises ont restauré des contraintes de déplacement très fortes qui ont nettement pesé sur l'activité économique. Elles n'ont commencé à être levées que début juin.

Malgré ce contexte particulièrement difficile, l'économie mondiale a fait preuve de résilience. Outre-Atlantique, le PIB s'est certes contracté au premier trimestre mais la consommation est restée dynamique au printemps grâce à une baisse du taux d'épargne et les créations nettes d'emploi sont demeurées vigoureuses. En juin, les enquêtes de conjoncture ont cependant donné de premiers signes d'affaiblissement. Du côté des pays émergents, la situation reste très disparate. La hausse des prix des matières premières favorise les pays exportateurs. L'Arabie Saoudite a par exemple enregistré une croissance du PIB de près de 10 % sur un an au premier trimestre. Mais l'équation est parfois plus compliquée. Les pays exportateurs de matières premières alimentaires, comme le Brésil, souffrent de la hausse du coût des engrais suite au renchérissement du pétrole. L'augmentation des prix alimentaires est d'une manière générale une source de renforcement de l'inflation dans les pays émergents, ce qui a conduit les banques centrales à relever leurs taux directeurs, en vue aussi de soutenir leur monnaie face au dollar. En Europe centrale, l'économie polonaise a continué à enregistrer une forte croissance début 2022 (hausse du PIB de 8,5 % sur un an au premier trimestre). Très dépendante de la Russie concernant son approvisionnement en gaz avant le début du conflit (plus de 80 % de ses importations), la Pologne se situe plutôt dans la fourchette haute en matière d'inflation parmi les pays européens (15,6 % sur un an en juin).

Zone euro : la fièvre inflationniste conduit la BCE à durcir le ton

Un temps en retrait par rapport à l'inflation américaine, l'inflation dans la zone euro a continué à fortement augmenter au premier semestre 2022. En juin, elle a atteint 8,6 %. Elle dépasse 10 % dans plusieurs pays, notamment d'Europe centrale et orientale. Si, initialement, l'énergie expliquait une très large partie de l'inflation, le choc en amont sur les produits de base se diffuse aux autres secteurs. Si la hausse des salaires est restée limitée jusqu'à fin 2021, la hausse sur un an de l'indice des salaires négociés (l'indicateur de référence pour la zone euro) est passé de 1,6 % au quatrième trimestre 2021 à 2,8 % au premier trimestre 2022. Dans un premier temps, la BCE a adopté une posture tempérée, considérant que l'inflation tenant principalement à l'énergie, la politique monétaire ne pouvait lutter efficacement contre ces pressions d'ordre externe. Mais avec l'apparition d'effets de diffusion sur les secteurs aval et l'augmentation des salaires, elle a nettement durci le ton en mai-juin. Après avoir mis fin à son programme d'achats d'actifs dans le cadre de son programme de lutte contre la pandémie en avril, elle a interrompu début juillet ses achats nets de titres du programme APP (*Asset purchase programme*) lancé en 2015 et a annoncé une première remontée de son taux directeur en juillet avant de les relever de nouveau en septembre.

La plupart des pays de la zone euro, sauf l'Espagne qui a pâti de son exposition au tourisme et l'Allemagne souffrant de la baisse des exportations et des contreperformances de l'automobile, avaient retrouvé début 2022 leur niveau d'activité de fin 2019. Au premier trimestre 2022, le PIB pour l'ensemble de la zone a progressé de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, incluant néanmoins un accroissement marqué du PIB irlandais pour des raisons techniques qui explique à lui seul environ la moitié de la hausse globale. Les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises ont plutôt bien résisté au printemps, ne commençant à marquer une inflexion à la baisse qu'en juin. Le taux de chômage (6,7 % en juin) est le plus bas observé ces 25 dernières années.

France : le « bouclier tarifaire » tempère l'inflation

Au premier trimestre 2022, le PIB français s'est contracté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent. Cela tient surtout au recul de la consommation des ménages (-1,5 % par rapport au trimestre précédent). Le pouvoir d'achat des ménages a reculé de 1,9 % sur le trimestre, reflétant aussi en partie le contrecoup de la prime inflation versée en décembre. Compte tenu des contraintes sanitaires en début d'année, le taux d'épargne des ménages ne s'est que modestement replié par rapport à fin 2021. A 16,7 %, il restait encore 1,4 point au-dessus de son niveau de fin 2019.

Par rapport aux autres pays de la zone euro, l'inflation en France est restée nettement plus faible (5,8 % sur un an en juin). Cela tient en grande partie au « bouclier tarifaire » (tarifs réglementés du gaz et de l'électricité contenus, ristourne sur le prix des carburants). Ces mesures auraient selon l'Insee amputé de 2 points l'inflation d'ensemble.

Les enquêtes de conjoncture suggèrent un fléchissement de l'activité dans l'industrie et pour certains services en juin (à l'exception notable de l'hébergement-restauration). Le marché du travail a cependant bien résisté depuis le début 2022, avec près de 70 000 créations nettes d'emploi au premier trimestre et un taux de chômage en très légère baisse à 7,3 %. Les jeunes bénéficient notamment d'une très forte augmentation du nombre de contrats d'apprentissage suite aux mesures incitatives mises en place.

Rebond marqué des taux longs

En relation avec les annonces des banques centrales, aux trajectoires attendues pour les taux directeurs et à l'envolée de l'inflation, les taux d'intérêt des emprunts d'Etat se sont nettement redressés au premier semestre. Le taux à 10 ans américain a dépassé les 3 % mi-juin, retrouvant son niveau de l'automne 2018. Le redressement des taux longs est encore plus spectaculaire en zone euro. Le rendement de l'OAT 10 ans, encore en territoire négatif à l'automne 2021 a dépassé 2 % en juin. Sur

la seconde partie du mois de juin, les craintes d'un net ralentissement de l'activité ont cependant pesé sur les taux longs.

S'agissant des taux interbancaires, si l'Ester, ancré sur le taux de la facilité de dépôt, est resté stable jusqu'ici (à -0,58 % en moyenne en juin), l'Euribor 3 mois (le taux auquel les grandes banques se prêtent pour une durée de trois mois) a commencé à se redresser avec les anticipations de hausse des taux directeurs de la BCE pour terminer le mois de juin à environ -0,20 % contre -0,58 % en moyenne en décembre dernier.

Net recul des Bourses

La faiblesse des taux d'intérêt et le redressement spectaculaire des résultats financiers des entreprises cotées avaient constitué un environnement très favorable pour les Bourses en 2021. La tendance s'est inversée depuis le début de l'année, dans un contexte de montée de l'incertitude et surtout de redressement des taux longs. Fin juin, le S&P 500 était en repli de 20 % et le Nasdaq de 29 % par rapport au début de l'année. Le CAC 40 termine ainsi le mois de juin à 5 923 points (-17 % par rapport à fin décembre). Les indices américains sont encore au-dessus de leur niveau de fin 2019 alors que le CAC 40 en est proche.

Fermeté du dollar

L'anticipation d'un resserrement marqué de la politique monétaire américaine a joué en faveur du dollar, qui a conservé son rôle de valeur refuge dans un contexte économique et géopolitique très incertain. L'euro a fini le mois de juin à 1,05 \$/€ contre 1,13 \$/€ fin décembre. Les annonces de la BCE à la fin du premier semestre ont toutefois contribué à soutenir la monnaie unique européenne.

De son côté, la livre est restée assez stable contre l'euro sur la première moitié de l'année 2022 (0,86 £/€ fin juin).

Enfin, les devises émergentes ont globalement évolué en ordre dispersé ces derniers mois. Les devises des pays exportateurs de matières premières ont été soutenues par les augmentations des prix des produits de base. Les hausses de taux directeurs ont joué aussi. Le réal brésilien finit ainsi le premier semestre 2022 à environ 5,25 BRL/\$ contre 5,70 BRL/\$ fin 2021. Par ailleurs, le rouble, qui avait perdu la moitié de sa valeur au début de la guerre en Ukraine, s'est ensuite très nettement apprécié dans un contexte de gonflement de la balance commerciale russe.

Pétrole : tensions sur les prix

Le prix du baril de pétrole de la mer du Nord (Brent) a fini le mois de juin à 115 \$ le baril. Fin 2019, il oscillait autour de 65 \$. Au cœur de la crise Covid, en mars 2020, les cours du brut s'étaient effondrés à environ 20 \$. Le niveau actuel du prix du pétrole n'est pas un pic historique. On se rappelle qu'avant la crise financière le prix du baril avait tutoyé les 140 \$. Mais la hausse observée ces derniers mois est très impactante pour l'économie, alors que le niveau de la demande de pétrole dans le monde est encore un peu inférieur à celui qui prévalait avant la crise sanitaire, d'autant qu'elle est associée à un renchérissement quasi généralisé des cours des produits de base.

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Evolution de l'environnement bancaire

Révision des taux d'intérêt des produits d'épargne réglementée

Suivant les préconisations de la Banque de France, approuvées par le ministre de l'Économie (Arrêté du 27 janvier 2022 relatif aux taux d'intérêt des produits d'épargne réglementée), le taux d'intérêt du livret A est passé à 1 % le 1^{er} février 2022, de même que les taux du livret de développement durable et solidaire (LDDS), et du livret jeune. Il était maintenu à 0,5 % depuis le 1^{er} février 2020, un plancher

historique, après avoir été de 0,75 % entre 2016 et 2020. Le taux du livret d'épargne populaire est passé de 1 % à 2,2 %.

Cette revalorisation des taux des produits d'épargne réglementée fait suite à la forte hausse de l'inflation.

Conditions d'octroi du crédit immobilier

A partir du 1^{er} janvier 2022, les conditions d'octroi de crédits immobiliers sont durcies et ce en application de la décision du Haut Conseil de la Stabilité Financière (HSCF) du 29 septembre 2021 sur le fondement de l'alinéa 5 de l'article L-631-2-1 du code monétaire et financier. Cette décision vise à empêcher un endettement excessif des ménages afin de réduire les risques que le crédit immobilier pourrait faire peser sur la stabilité financière.

Cette décision, juridiquement contraignante, reprend les mêmes critères que la recommandation du 27 janvier 2021 du HSCF dont les dispositions n'étaient pas contraignantes. Elle prévoit que le taux d'effort des emprunteurs de crédit immobilier n'excède pas 35 % et que la maturité des crédits n'excède pas 25 ans, avec une tolérance jusqu'à 27 ans en cas de différé initial d'amortissement. Elle prévoit également une marge de flexibilité : 20 % de la production trimestrielle de nouveaux crédits entrant dans son champ d'application peuvent s'écarter des critères fixés.

Cette décision est applicable aux crédits décaissés à partir du 1^{er} janvier 2022.

Levée de la mesure d'allègement des exigences relatives aux fonds propres et au ratio de levier

La BCE a annoncé le 10 février 2022 sa décision de ne pas prolonger l'allègement des exigences relatives aux fonds propres au-delà de décembre 2022 et au ratio de levier au-delà du 31 mars 2022 considérant que les banques ont obtenu une marge de manœuvre suffisante pour pouvoir revenir vers une trajectoire normale. En effet, à fin septembre 2021, le CETI agrégé des banques directement supervisées par la BCE était de 15,47 % et leur ratio de levier agrégé à 5,88 %.

C'est pourquoi, les banques doivent :

- A compter du 1^{er} avril 2022, inclure les expositions sur les banques centrales dans leurs ratios de levier ;
- A compter du 1^{er} janvier 2023, respecter des exigences de fonds propres au titre du Pilier 2.

1.2.2 Evolution des tarifs du courrier et du colis

Au 1^{er} janvier 2022, La Poste a augmenté les tarifs courrier de 4,7 % en moyenne sur l'ensemble des courriers relevant du service universel et hors service universel. Le tarif de la première tranche de poids de la Lettre prioritaire est passé de 1,28 euro à 1,43 euro tandis que celui de la première tranche de poids de la Lettre verte est passé de 1,08 euro à 1,16 euro. Pour tenir compte des usages de ses clients, La Poste a décidé de renforcer l'avantage tarifaire proposé par la Lettre verte qui représentait plus de 65 % des envois ordinaires des particuliers en 2021. Cet avantage a été porté à 27 centimes en 2022 par rapport à la Lettre prioritaire, contre 20 centimes en 2021.

Sur le périmètre du service universel, les tarifs de la gamme de courrier de gestion ont augmenté de 4,0 %, et ceux du courrier publicitaire de 2,3 % afin de soutenir la compétitivité du média courrier.

Au 1^{er} janvier 2022, les tarifs des colis pour les envois domestiques des particuliers ont augmenté de 1,5 % en moyenne mais la première tranche de poids 0-250 g du Colissimo France Grand Public reste stable à 4,95 euros depuis 2018 pour conforter l'accessibilité de l'envoi de petits objets.

Ces évolutions tarifaires du courrier et du colis pour la métropole, l'outre-mer et l'international ont eu lieu le 1^{er} janvier 2022 suite à l'avis n°2021-1346 rendu par l'Arcep le 8 juillet 2021. L'ensemble de ces évolutions respecte l'encadrement tarifaire de la période 2019-2022, fixé par la décision n°2017-1252 du 26 octobre 2017, qui limite à 5 % chaque année l'évolution moyenne des tarifs du service universel.

1.2.3 Evolution non tarifaire du courrier et du colis

Depuis le 1^{er} janvier 2022, suite à l'avis favorable de l'Arcep n°2021-2079 en date du 5 octobre 2021, La Poste propose un service d'envoi de marchandises de 0 à 1kg et de 1kg à 2kg matérialisé en carnet de 2 étiquettes Colis. Cette offre s'adresse aux particuliers et petits professionnels souhaitant envoyer un colis sans contrainte d'impression d'étiquette et sans avoir l'obligation de se déplacer jusqu'à un point de contact postal pour l'envoi. Elle a l'avantage de la simplicité d'utilisation d'un timbre courrier avec le niveau de service d'un colis à un tarif dégressif.

Au 1^{er} janvier 2022, La Poste a également enrichi son offre Colissimo Eco Outre-mer en proposant l'option de recommandation à cette offre (assurances selon le taux R1, R2, *Ad valorem*, recueil de signature, option avis de réception...).

1.2.4 Evolution tarifaire de la presse

Pour l'année 2022, le gouvernement français a décidé d'une augmentation tarifaire plafonnée à 2 %, y compris l'inflation de référence (1,38 %), des prestations de transport et de distribution de la presse assurées dans le cadre de la mission de service public de La Poste, pour toutes les familles de presse. La Poste a soumis un projet tarifaire conforme à cette décision, qui a été homologué par une décision du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance du 22 décembre 2021, prise après l'avis n°2021-2706 de l'Arcep.

Ainsi, au 1^{er} janvier 2022, les tarifs ont augmenté en moyenne de 2 %, pour chacune des familles de presse : la généralité des publications titulaires d'un certificat d'inscription à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP), les publications d'information politique et générale (PIPG), et les quotidiens à faibles ressources publicitaires (QFRP).

1.2.5 L'avenant au contrat d'entreprise 2018-2022

Les engagements de La Poste et de l'État sont définis dans un contrat d'entreprise pluriannuel : pour la période 2018-2022, le contrat d'entreprise, approuvé par le Conseil d'administration du Groupe du 19 décembre 2017, a été signé par l'ensemble des parties prenantes le 16 janvier 2018.

Le 22 juillet 2021, le Premier ministre, accompagné du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance et de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités locales, a présidé le Comité de Suivi de Haut Niveau (CSHN), prévu par le contrat d'entreprise en vigueur, entre l'État et La Poste. Les principales évolutions décidées à cette occasion ont été formalisées dans un avenant au contrat d'entreprise 2018-2022, signé le 18 mai 2022.

Service universel postal

À l'occasion du CSHN, et afin d'accompagner la mutation du service universel postal, de garantir sa pérennité et son caractère abordable, l'État s'est engagé à verser à La Poste une dotation budgétaire annuelle visant à compenser une partie des surcoûts du service universel postal sur la période 2021-2025. Cette compensation annuelle sera modulée entre 500 et 520 millions d'euros, en fonction des résultats de qualité de service.

L'avenant au contrat d'entreprise 2018-2022 précise les modalités de mise en œuvre de cette mesure pour la période 2021-2022. Pour l'année 2021, le montant est fixé à 520 millions d'euros. Pour l'année 2022, le montant versé répondra au barème suivant :

Indicateur : taux de Lettre verte effectivement livrée en J+2	≥94,5 %	520 M€
	De ≥93,5 % à <94,5 %	510 M€
	<93,5 %	500 M€

La première dotation est inscrite dans la loi de finances pour 2022. Son versement, qui interviendra en 2022 sous réserve que l'aide soit déclarée compatible par la Commission européenne, compensera une partie des surcoûts supportés par La Poste au titre de l'année 2021.

Transport et distribution de la presse

Le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre la réforme proposée par M. Giannesini pour la période 2022-2026. Un protocole a été signé le 14 février 2022 par l'Etat, les organisations représentatives des familles de presse, La Poste et l'Arcep. L'avenant au contrat d'entreprise 2018-2022 confirme les dispositions prévues par cet accord. La réforme sera mise en œuvre en 2022 sous réserve de la décision de la Commission européenne à qui elle est notifiée. Dans cette attente, l'avenant formalise un ajustement des crédits au prorata du temps écoulé entre le 1^{er} janvier 2022 et la date de mise en œuvre de cette réforme.

1.3 Développements, partenariats et acquisitions

1.3.1 Services-Courrier-Colis

1.3.1.1 LOG'ISSIMO

Confrontée à une baisse significative du volume de courriers et, en parallèle, à un accroissement du besoin en termes de livraison de colis, La Poste a développé l'offre LOG'ISSIMO, une gamme de solutions logistiques de proximité pour répondre aux enjeux fondamentaux du premier et du dernier kilomètre, au profit des entreprises et des collectivités.

Reposant sur l'organisation logistique puissante et de proximité de La Poste, cette gamme est articulée autour de cinq offres BtoB. La marque répond à des marchés à fort potentiel de développement comme le retail, la santé ou l'alimentaire.

1.3.2 GeoPost

1.3.2.1 Acquisition de CitySprint

En janvier 2022, DPD UK a acquis CitySprint (100 %), une société spécialisée dans le transport express des livraisons le jour même. CitySprint a réalisé un chiffre d'affaires de 141 millions d'euros en 2021.

1.3.2.2 Acquisition de Scalefast

En juin 2022, eShopWorld, leader mondial du e-commerce « direct-to-consumer » et filiale d'Asendia, a acquis Scalefast (100 %), un fournisseur de solutions e-commerce globales basé à Los Angeles.

1.3.3 La Banque Postale

1.3.3.1 Rachat des intérêts minoritaires de CNP Assurances

Au cours du premier semestre, la Banque Postale a racheté progressivement les intérêts minoritaires de CNP assurances pour atteindre le pourcentage de détention de 100 % présenté au 30 juin. Les principales étapes de ce rachat ont été les suivantes :

- en mars, la Banque Postale a acquis 6,3 % du capital de CNP Assurances pour porter sa participation à 85,24 %,
- en mai, La Banque Postale a conduit une OPA simplifiée au prix de 20,90 € par action (dividende de 1 € détaché au profit des minoritaires),
- à l'issue de cette OPA, une procédure de retrait obligatoire a été initiée pour devenir actionnaire à 100 %.

Le résultat du premier semestre réalisé par le groupe CNP Assurances a été attribué à La Banque Postale selon le rythme d'acquisition du capital de CNP au cours de cette période et au taux moyen de détention de 87,64 %.

Le succès de cette opération marque une nouvelle étape dans le renforcement du modèle de bancassurance du groupe La Banque Postale et dans la poursuite de l'expansion multi-partenaire et internationale de CNP Assurances.

1.3.3.2 *Finalisation de la cession des participations de La Banque Postale dans Ostrum et AEW Europe à Natixis IM*

Comme annoncé fin 2021, La Banque Postale et BPCE, à travers sa filiale Natixis Investment Managers (Natixis IM), ont finalisé en mai 2022 l'acquisition par Natixis IM des participations de La Banque Postale dans les gestionnaires d'actifs Ostrum (45 %) et AEW Europe (40 %), en vue de détenir 100 % de leur capital. Les deux groupes ont par ailleurs prolongé leurs partenariats industriels en gestion d'actifs jusqu'en 2030.

1.3.3.3 *Acquisition par CNP Assurances de plus de 7 600 logements auprès de CDC Habitat*

En mars 2022, CNP Assurances a acquis auprès de CDC Habitat un portefeuille de plus de 7 600 logements à loyers abordables et à haute qualité environnementale d'une valeur de 2,4 milliards d'euros. La société Lamartine a été créée pour cette opération qui confirme le positionnement de CNP Assurances comme acteur de référence du logement en France et son engagement pour une société plus inclusive et durable.

1.3.3.4 *Projet de cession de CNP Partners à Méditerranée Vida*

Dans le but de rationaliser ses opérations européennes, CNP Assurances a signé en mai 2022 un contrat de cession de sa filiale espagnole d'assurance vie CNP Partners au profit de Méditerranée Vida. CNP Partners se consacre principalement aux produits d'épargne traditionnelle en Espagne et en Italie en modèle ouvert. Son chiffre d'affaires représentait, fin 2021, 0,75% de CNP Assurances.

1.3.3.5 *BPE devient Louvre Banque Privée*

La Banque Postale accélère sa diversification avec le développement de sa banque privée. Cette nouvelle dynamique s'accompagne de la création d'un pôle privé et d'un changement de nom : BPE devient Louvre Banque Privée. Louvre Banque Privée affirme sa vocation de banque privée de proximité, positive et citoyenne, suivant les valeurs de la Banque Postale en proposant à ses clients des offres socialement responsables (gestion sous mandat labélisée 100 % ISR). L'ambition est de faire évoluer en profondeur le modèle de banque privée autour de la nouvelle marque et faire de celle-ci, un centre d'expertise pour les clients privés de La Banque Postale.

1.3.3.6 *La Banque Postale poursuit sa transformation en devenant une entreprise à mission*

Après s'être dotée d'une raison d'être en juin 2021, La Banque Postale franchit une nouvelle étape de sa transformation en adoptant la qualité d'entreprise à mission. Cette décision a été entérinée lors de l'Assemblée Générale des actionnaires de la banque qui s'est tenue le 23 février. Elle réaffirme la volonté de La Banque Postale d'œuvrer pour " une transition juste " en intégrant au cœur de sa gouvernance plusieurs objectifs en matière d'impact environnemental et social. Cette démarche s'inscrit en cohérence avec celle du groupe La Poste, devenu également entreprise à mission en juin 2021.

1.3.3.7 *La Banque Postale lance Django, sa fintech dédiée au crédit à la consommation*

La Banque Postale a lancé le 22 mars sa fintech dédiée au paiement fractionné, baptisée Django, filiale à 100 % de La Banque Postale Consumer Finance (LBP CF). Cette nouvelle solution de crédit à la consommation, permettant à la fois le paiement différé et fractionné, se destine aux commerçants et e-commerçants ainsi qu'à tous les consommateurs, clients ou non de la Banque Postale. Le lancement de Django intervient dans le cadre de l'accélération de la diversification de la Banque Postale dans les activités identifiées comme étant à forte valeur ajoutée.

1.3.3.8 *La Banque Postale lance le " Pass Jeune "*

En mai 2022, La Banque Postale a lancé le " Pass Jeune ", une plateforme digitale de 10 services extra-bancaires gratuits destinés aux jeunes de 18 à 29 ans. Conçu en partenariat avec la start-up Wizbii, ce lot de 10 services gratuits accompagne les jeunes vers leur développement personnel et professionnel de manière inédite et citoyenne. Cette démarche s'inscrit au cœur de la stratégie du groupe La Poste,

visant à soutenir les jeunes à chaque étape de leur vie étudiante et professionnelle, à les aider à prendre leur envol et développer leur potentiel. Elle fait également écho aux valeurs d'inclusion du Groupe et à son statut d'entreprise à mission.

1.3.4 Branche Grand Public et Numérique

1.3.4.1 *Acquisition de HEVA*

En avril 2022, Docaposte a acquis 100 % de la société HEVA, bureau d'études et de conseil en santé ayant réalisé un chiffre d'affaires de 3,6 millions d'euros en 2021. Cette acquisition conforte la stratégie de développement de Docaposte sur le marché de la santé.

1.3.4.2 *Partenariat stratégique avec Maincare*

Docaposte et Maincare, spécialiste de l'édition de logiciels dans le secteur de la santé en France, ont annoncé en mai 2022 un partenariat stratégique visant à accélérer la digitalisation des établissements de santé et ainsi renforcer l'accompagnement de ces derniers dans leur transformation numérique. Ce partenariat se concrétise par l'intégration de services numériques fournis par Docaposte à l'offre de Maincare, comme par exemple la digitalisation du bulletin de paie avec la solution Digiposte opérée par Docaposte.

1.3.5 L'immobilier

1.3.5.1 *La marque Poste Immo devient La Poste Immobilier*

Au cours du premier semestre 2022, Poste Immo a opéré un changement de nom de marque, devenant ainsi La Poste Immobilier. Outre un changement de nom, cette évolution se traduit notamment par celle de ses axes stratégiques avec l'ajout de la RSE, conformément à l'axe stratégique du groupe La Poste.

1.3.5.2 *La Poste Immobilier lance sa première opération de promotion immobilière en propre*

En février 2022, les travaux de l'immeuble de La Poste Magenta ont été lancés dans le 10^{ème} arrondissement de Paris. De ces travaux émergeront 35 logements sociaux, 48 logements en accession, un espace de coworking, un bureau de poste et un espace de logistique urbaine. Ce projet de réhabilitation et de transformation d'un ancien site industriel inaugure également une nouvelle activité pour La Poste Immobilier : la promotion immobilière en propre. Elle concernera des projets de logement et de résidences services séniors.

1.3.5.3 *Acquisition par La Poste Immobilier de la société Multiburo : acteur historique des centres d'affaires et du coworking*

En juillet 2022, La Poste Immobilier a acquis 100 % de la société Multiburo afin de conforter ses positions dans le secteur du coworking. Multiburo gère aujourd'hui 23 espaces de coworking en France ainsi que 6 autres répartis entre la Belgique et la Suisse pour un chiffre d'affaire annuel d'environ 30 millions d'euros.

1.4 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

Les faits marquants du premier semestre 2022 viennent conforter les actions du Groupe, en soutien de ses quatre engagements constitutifs¹ :

- contribuer au développement et à la cohésion des territoires,
 - favoriser l'inclusion sociale,
 - promouvoir un numérique éthique, inclusif et frugal et,
 - œuvrer à l'accélération de la transition écologique pour tous.
-
- *janvier*
 - Le groupe La Poste et La Banque Postale classés 'List A' pour leur engagement en faveur du climat, par le CDP, l'organisation internationale de référence en matière d'évaluation des stratégies climat des entreprises.
 - Partenaire de la plateforme de l'inclusion du Ministère du Travail.
 - La Banque Postale rejoint le PRB Commitment to Financial Health and Inclusion, une initiative des « Principes pour une banque responsable » (Principles for Responsible Banking) en faveur d'une finance plus inclusive.
 - L'assurance habitation et l'assurance santé de La Banque Postale labellisées « Positive assurance » décerné par l'Institut de l'Economie Positive.
 - Engagement en faveur du programme gouvernemental « 1 jeune, 1 mentor ».
 - Lancement de MOVIVOLT, offre de location longue durée (LLD) de véhicules électriques à destination des entreprises et collectivités.
 - *février*
 - Lancement du score Ecologique, permettant aux clients de calculer et réduire l'impact écologique de leur envois et réception de courriers et colis.
 - Adoption par La Banque Postale du statut de société à mission.
 - CNP Assurances dévoile ses six engagements pour décliner opérationnellement sa raison d'être à horizon 2025 et renforce l'encadrement de ses investissements dans les énergies fossiles.
 - *mars*
 - Publication du premier rapport du Comité de Mission.
 - *avril*
 - Signature, au ministère de l'Économie, des finances et de la relance, de l'Acte d'engagement sur la place des plus de 50 ans en entreprise.
 - La Poste partenaire majeur de la Grande Cause Jeune au côté de la Caisse des Dépôts, afin d'aider chaque jeune à trouver sa place dans la société.
 - Validation par le Comex du déploiement de la formation La Fresque du climat, auprès de 50 000 postiers en deux ans.
 - Lancement par La Banque Postale du crédit à Impact.
 - La Banque Postale LBP classée quatrième banque mondiale et première banque française par l'agence de notation extra-financière Sustainalytics.
 - DPD UK nommée Entreprise durable de l'année aux Business Champion Awards. L'entreprise a été félicitée pour sa capacité à s'adapter pendant la pandémie tout en poursuivant sa mission de développement durable.
 - *avril*
 - Engagement de LBPAM dans le cadre de la « Net Zero Asset Manager Initiative » avec pour objectif de parvenir à 90 % d'encours éligibles alignés en 2030 sur une trajectoire Net Zero, c'est à dire d'encours investis en 2030 auprès d'émetteurs qui eux-mêmes ont établi des objectifs de décarbonation alignés sur des scénarios 2 °C, B2°C, 1,5 °C ou Net Zero. LBPAM cible ainsi un objectif de 100 % d'émetteurs alignés en 2040 et la neutralité carbone en 2050.

¹ L'adoption de la qualité de société à mission s'est traduite par une modification des statuts de l'entreprise pour y intégrer la raison d'être ainsi que 4 objectifs sociaux et environnementaux qui sont autant d'engagements du Groupe vis-à-vis de la société tout entière

- *mai*
 - Adhésion aux dix principes communs de l'initiative « Entreprises Engagées pour la Nature » porté par l'Office Français de la Biodiversité (OFB), conformément au positionnement de la biodiversité dans la stratégie du Groupe².
 - Accélération de La Poste sur le déploiement de transports bas carbone avec sur le premier et dernier km, un doublement du nombre de véhicules utilitaires électriques à horizon 2025, et sur le transport poids lourd, un nouvel engagement à réaliser 50 % de ses kms transport en énergie bas carbone à horizon 2030.
 - Lancement par La Banque Postale du Pass Jeunes (plateforme de services).
 - Prix de la RSE remporté par La Poste au World Post & Parcel awards, pour « la garantie de l'accès numérique pour tous ».
 - Poursuite de l'installation par DPDgroup de capteurs de surveillance de la qualité de l'air pour améliorer les conditions de vie dans plusieurs villes européennes : Varsovie ayant rejoint l'initiative.
- Le Groupe rejoint l'Initiative du WWF « Logistique et Transport pour lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages »
- *juin*
 - Premières réunions du Comité de Mission dédiée à la mesure de l'impact du Groupe et à la politique biodiversité.
 - Création de la Fondation des territoires.
 - Organisation par La Banque Postale de la deuxième édition des Dialogues de l'économie citoyenne, événement annuel d'envergure internationale invitant à réfléchir à l'économie de demain.
 - Première politique sectorielle pour LBPAM sur le secteur du pétrole et du gaz, établissant son ambition d'une allocation 100 % alignée sur une trajectoire net zero en 2030.
 - DPD Allemagne lance un projet pilote dans le cadre duquel le rail doit faire partie intégrante des opérations longue distance de DPD afin d'améliorer l'empreinte carbone.

1.5 La Poste, un employeur responsable

1.5.1 Dialogue social

Depuis janvier 2022, 6 accords fixent mois après mois les conditions d'accès au dispositif d'activité partielle pour les postiers salariés considérés comme personnes vulnérables au Covid-19 et ne pouvant pas télétravailler, et les parents contraints de garder leurs enfants et dans l'impossibilité de télétravailler. Ils leur garantissent 100 % de leur rémunération nette. Ces accords ont été signés par la CGT, la CFDT, FO, la liste Osons l'Avenir CFE-CGC/CFTC et l'UNSA-Postes.

1.5.2 Formation et évolution professionnelle

Dans le cadre de l'accord social « La Poste, engagée avec les postiers », les engagements RH en faveur de la formation et de l'évolution professionnelle des postiers sont restés soutenus.

Le déploiement des grands programmes de formation s'est poursuivi tout au long du semestre :

A noter :

- A fin juin 2022, le taux de postiers formés s'établit à 59,3 % (vs 57,5 % à fin juin 2021).
- La crise sanitaire a accéléré la transformation des modalités de formation. La Poste avec ses trois organismes de formation (Institut groupe, Ecole de la Banque et du Réseau et Université Services-Courrier-Colis) a développé son offre de formations à distance et les classes virtuelles. A fin juin 2022, 66,6 % des postiers formés ont suivi au moins une formation à distance.
- Le programme « Cap Compétences Numériques », lancé fin 2021, est en place avec les branches et se déploie progressivement pour favoriser une accélération de la formation des postiers au numérique. Il permet à chaque postier, en fonction de ses besoins, de maîtriser les

² Pour plus d'information, voir sur le site internet du groupe La Poste la politique biodiversité

usages du numérique, de la data et de l'IA. Près de 46 000 postiers ont été formés à fin juin 2022 avec un objectif de 100 % d'ici 2025.

- Au premier semestre 2022, l'institut groupe a dispensé 73 437 formations (116 382 heures) aux managers du Groupe et 397 398 formations (362 516 heures) aux postiers dans leur ensemble.

En lien avec les enjeux de transformation de l'entreprise, La Poste poursuit les efforts de formation professionnelle pour tous les postiers en privilégiant quatre axes transverses : l'orientation client, la maîtrise de l'environnement numérique, le développement de la culture managériale et l'amélioration de la qualité de vie au travail et de la santé et sécurité au travail. Elle a créé de nouveaux parcours professionnels pour accompagner les changements de métier. Ces parcours développent l'employabilité des postiers qui bénéficient en fonction des parcours, d'une validation interne des acquis ou d'une certification externe (diplôme reconnu par l'Etat). Fin juin 2022, 200 postiers sont engagés dans l'un de ces parcours.

1.5.3 Santé sécurité au travail et qualité de vie au travail

A fin juin 2022, plus de la moitié des entités de La Poste ont mis en place la démarche des Essentiels Qualité de Vie au Travail.

En matière d'accidentologie, La Poste enregistre à fin mai 2022 une baisse de 12,8 % par rapport à fin mai 2021 du taux de fréquence des accidents du travail. Ce résultat s'explique notamment par les actions mises en place telles que la sensibilisation aux bons gestes et postures pour éviter les accidents ou bien encore le renforcement de la prévention des incivilités.

Fin juin 2022, La Poste comptait 16 278 télétravailleurs. Des campagnes de sensibilisation pour bien vivre son télétravail sont organisées de manière régulière : mesures de prévention, contacts utiles, recommandations en matière d'hygiène de vie, information sur les outils numériques, formations en ligne...

Par ailleurs, l'index sur l'égalité professionnelle femmes/hommes de La Poste maison-mère publié au premier trimestre 2022 au titre de 2021 est de 94/100 (vs 94/100 en 2021 au titre de 2020). Ce score confirme le bon positionnement de La Poste en matière d'égalité. La Poste compte désormais 52 % de femmes dans l'encadrement, un niveau très proche de leur présence dans l'entreprise (52,7 %).

La Poste est le premier employeur en France de personnes en situation de handicap avec un taux de postiers en situation de handicap de 8,66 % fin 2021 (obligation légale : 6 %).

1.5.4 Offre sociale et logement

Au premier semestre 2022, 5 699 prestations et solutions logement ont été délivrées aux postiers.

2. Indicateurs alternatifs de performance

2.1 Propos introductif

Le Groupe utilise certains indicateurs alternatifs de performance (IAP), c'est à dire ne relevant pas du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards). Ces IAP sont utilisés par le management du groupe La Poste qui les considère comme pertinents pour mesurer et analyser la performance du Groupe. Toutefois ces IAP doivent être considérés comme des compléments n'ayant pas davantage de prééminence que les agrégats GAAP issus des états financiers consolidés et non comme des substituts à ceux-ci. Conformément à la position AMF DOC-2015-12, chaque IAP est défini ci-dessous.

2.2 Définitions des IAP

2.2.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est composé de l'ensemble des produits opérationnels du périmètre hors La Banque Postale, duquel sont retranchées les charges de fonctionnement et charges de personnel, hors dotations aux dispositifs de fin de carrière, de ce même périmètre hors La Banque Postale. Cet ensemble est complété par les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et dividendes reçus de La Banque Postale au cours de la période au titre des résultats de l'année précédente.

2.2.2 Free cash-flow

Le free cash-flow est constitué des éléments suivants EBITDA ajusté + variation du besoin en fonds de roulement + flux de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels nets des cessions d'actifs correspondantes + flux de trésorerie liés aux impôts + intérêts financiers nets versés + remboursement des passifs de location et charges d'intérêt sur passifs de location.

Chacun des agrégats du free cash-flow est additionné pour sa valeur en termes de flux de trésorerie (positif pour les entrées de cash et négatif pour les sorties de cash).

2.2.3 Dette nette

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du Groupe. Il comprend également la dette financière née de l'application de la norme IFRS 16 portant sur les contrats de location, les placements financiers court-terme sans risque de changement de valeur significatif mais dont l'échéance à la date de souscription est supérieure à trois mois à l'origine et la créance financière nette envers La Banque Postale.

La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

2.2.4 Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)

L'évolution à périmètre et change constants résulte de la différence entre le résultat obtenu au cours de la période et celui d'une période comparative, après avoir retraité l'incidence des acquisitions et cessions survenues entre-temps sur chacune des périodes. Les périodes comparées sont ainsi retraitées à périmètres de consolidation identiques. Les transactions en devises de la période comparative ont été valorisées au taux moyen de la période de référence.

2.2.5 Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net de l'ensemble consolidé, retraité de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, de la charge d'impôt et du résultat financier.

2.2.6 Dette nette / Capitaux propres

Le ratio dette nette / capitaux propres est obtenu en rapportant la dette nette aux capitaux propres part du groupe.

2.2.7 Dette nette / EBITDA ajusté

Le ratio dette nette / EBITDA ajusté est obtenu en rapportant la dette nette à l'EBITDA ajusté.

2.2.8 Ratio Common Equity Tier 1 (CET 1)

Ce ratio est le fruit du calcul des Fonds propres de base de catégorie 1 (CET 1) rapportés au montant total d'exposition au risque (i.e. au total des actifs pondérés par les risques – RWA – au titre du risque de crédit et de contrepartie, risque de marché et risque opérationnel).

Le ratio CET1 est la référence permettant au superviseur d'apprécier la solvabilité d'un établissement bancaire.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.9 Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Le LCR est un ratio mensuel de liquidité à court terme qui mesure la capacité de la banque à résister pendant 30 jours à une dégradation sévère de sa situation dans un contexte de choc systémique. En cible il doit être supérieur à 100 %.

Ce ratio est calculé en divisant la somme des actifs liquides de qualité et libres de tout engagement par le besoin de liquidités sous stress à horizon de 30 jours.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.10 NSFR

Le NSFR garantit que les banques disposent de suffisamment de ressources « stables » (c'est-à-dire des ressources de maturité initiale supérieure à un an) pour financer leurs activités. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période d'un an, vise à fournir une structure viable des échéances des actifs et passifs.

Le NSFR correspond au montant du financement stable disponible rapporté au montant du financement stable exigé. Ce ratio devrait, en permanence, être au moins égal à 100 %.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.11 Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation se calcule en divisant les frais de gestion par le produit net bancaire corrigé des intérêts douteux. Les frais de gestion représentent la somme des charges générales d'exploitation et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.12 Taux de Couverture du SCR

Se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du SCR par le SCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du SCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Ce ratio n'est calculé que pour CNP Assurances.

3. Synthèse des résultats consolidés du groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2022 du groupe La Poste.

	Semestre clos le 30 juin					
	2022.06	2021.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
(en millions d'euros)			vs n-1		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	17 481	16 857	+624	+3,7	+240	+1,4
Résultat d'exploitation (après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	445	1 145	-700	-61,1	-765	-65,8
Marge opérationnelle	2,5 %	6,8 %	-	-	-	-
Résultat net part du groupe	883	525	+359	+68,4	+229	+43,7
Marge nette	5,1 %	3,1 %	-	1,9 pt	-	1,2 pt
Free cash-flow	1 130	55	+1 076	n.s.		
EBITDA ajusté	2 784	1 243	+1 541	n.s.		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire	4 182	3 974	+208	+5,2	+90	+2,3
Coefficient d'exploitation ^(a)	78,3 %	79,7 %	-	-1,4 pt		

(a) Périmètre La Banque Postale & CNP Assurances (yc PPA CNP Assurances)

	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.12	Variation	
(en millions d'euros)			vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Indicateurs financiers clés				
Dettes nettes	10 274	10 233	+41	+0,4
EBITDA ajusté	2 784	2 812	-28	-1,0
Dettes nettes / EBITDA ajusté ^(a)	2,4	3,6		
Capitaux Propres Part du Groupe	18 595	20 932	-2 338	-11,2
Dettes nettes / CP	55,3 %	48,9 %	-	6,4 pts
Résultat net ^(b) / CP	13,1 %	9,9 %	-	3,2 pts
Common Equity Tier 1	16,2%	19,1%	-	-2,9 pts
LCR	166%	186%	-	-20 pts
NSFR	132%	143%	-	-11 pts
Ratio crédits sur dépôts	81,0%	82,1%	-	-1,1 pt
Taux de Couverture du SCR	249%	217%	-	32 pts

(a) EBITDA Ajusté calculé sur 12 mois glissants

(b) Résultat net calculé sur 12 mois glissants

3.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du groupe La Poste s'établissent à 17 481 millions d'euros à fin juin 2022, et progressent de 624 millions d'euros par rapport à fin juin 2021 soit +3,7 %, sous l'effet de l'intégration de nouvelles entités malgré un contexte de ralentissement de l'activité du e-commerce par rapport au premier semestre 2021 qui avait été marqué par les confinements induits par la crise sanitaire, et de poursuite de baisse des volumes de courrier traditionnel, et de remontée des taux d'intérêt.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2022.06	2021.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			retraité ^(a)	vs n-1	vs n-1	vs n-1
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	5 090	5 207	-117	-2,2	-145	-2,8
GeoPost	7 485	7 185	+299	+4,2	+82	+1,1
La Banque Postale	4 182	3 974	+208	+5,2	+90	+2,2
Grand Public Numérique	3 279	3 323	-44	-1,3	-63	-1,9
Autres secteurs et intercos	-2 555	-2 832	+277	-9,8	+277	-9,8
PRODUITS OPERATIONNELS	17 481	16 857	+624	+3,7	+240	+1,4

^(a) Données sectorielles retraitées, se reporter au chapitre 4.2.

Après retraitement des effets périmètre, soit +228 millions d'euros et d'un effet change de +155 millions d'euros, la croissance organique du Groupe à fin juin 2022 atteint 240 millions d'euros, soit 1,4 %.

Les effets périmètre sont portés essentiellement par GeoPost (+114 millions d'euros principalement liés aux acquisitions de CitySprint, TIPSA et Speedy et à la sortie de Tigers), par La Banque Postale (+67 millions d'euros liés à l'entrée dans le périmètre en décembre 2021 de l'activité Assurances AVIVA en Italie), par la branche Services-Courrier-Colis (+28 millions d'euros principalement liés aux acquisitions de TimeOne et de CyberCité), et par la branche Grand Public Numérique (+19 millions d'euros essentiellement liés aux acquisitions de Trust & Sign et de Bortal).

L'effet change provient principalement du réal brésilien (+66 millions d'euros), de la livre sterling (+42 millions d'euros), du dollar Hong Kong (+16 millions d'euros), du dollar américain (+16 millions d'euros) et du rouble pour +8 millions d'euros :

- Baisse du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 5 090 millions d'euros, en décroissance organique de -145 millions d'euros, soit -2,8 % par rapport à fin juin 2021. Le chiffre d'affaires du Courrier est en croissance de 29 millions d'euros par rapport à fin juin 2021, soit +0,8 %, marquée par des volumes en recul de -7,3 %³ à jours ouvrés équivalents, soit -175 millions d'euros y compris mix produits. Cette décroissance est atténuée par l'augmentation tarifaire de 3,7 %⁴ en moyenne, intervenue au 1^{er} janvier 2022 (soit +86 millions d'euros). 152 millions d'euros de compensation revenant au Courrier, permettent également de réduire le déficit relatif au service universel postal. L'International, en baisse de -21 millions d'euros, est impacté par le recul des volumes e-PAQ pénalisés par la mise en œuvre de la directive Douanes 2021 et par un changement de comportements de consommation. Au sein de la branche, l'activité Colis enregistre une baisse de son chiffre d'affaires de -174 millions d'euros

³ Sur la base du chiffre d'affaires Entreprise donnant lieu à trafic

⁴ Sur la base du chiffre d'affaires Entreprise donnant lieu à trafic (hors périmètre BGPN)

(-14,9 %) dont un effet trafic de -20,3 %⁵ à jours ouverts équivalents lié essentiellement à une activité élevée au premier semestre 2021 et au ralentissement des activités liées au e-commerce constaté depuis le début de l'année 2022. L'évolution organique du chiffre d'affaires des filiales des services Courrier est stable à -1 million d'euros avec des évolutions contrastées. Le chiffre d'affaires des Nouveaux Services, en décroissance organique de -27 millions d'euros, est impacté par la baisse des volumes de ventes de certificats d'économie d'énergie tandis que le pôle Mediapost est en croissance de +23 millions d'euros, portée par la croissance des activités de billetterie de SOGEC ;

- Progression du chiffre d'affaires de la branche GeoPost à 7 485 millions d'euros, en croissance de +82 millions d'euros à périmètre et change constants (+1,1 %). Les produits opérationnels de DPDgroup atteignent 6 365 millions d'euros, en croissance organique de 42 millions d'euros (0,7 %), tirée par les augmentations tarifaires et les surcharges fuel qui permettent de compenser le recul des volumes traités. 1 030 colis ont été livrés sur la période par DPDgroup, soit une décroissance organique de -4 % par rapport à fin juin 2021. Cette baisse s'explique par le ralentissement de l'activité BtoC portée sur les premiers mois de 2021 par les confinements, et impactée en 2022 par la baisse de la consommation. Asendia génère au sein de la branche, un chiffre d'affaires de 1 105 millions d'euros, en croissance organique de 36 millions d'euros soit 3,4 % portée par la très bonne performance de sa filiale eShopWorld et partiellement compensée par le repli de l'activité Logistique ;
- Le PNB de La Banque Postale s'établit à 4 182 millions d'euros en hausse de 208 millions d'euros, dont 118 millions d'euros d'effets périmètre et change, soit une croissance organique de 90 millions d'euros incluant -52 millions d'euros de retournement du PPA CNP. La croissance du PNB a été tirée par les métiers de Bancassurance France (activités assurantielles en hausse de +104 millions d'euros, compensant l'impact défavorable du relèvement du taux de livret A de -51 millions d'euros) ainsi que ceux de la Bancassurance internationale portée par l'amélioration de la sinistralité au Brésil ;
- Le chiffre d'affaires de la branche Grand Public Numérique qui s'établit à 3 279 millions d'euros est en décroissance organique de 63 millions d'euros (-1,9 %). Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse de -67 millions d'euros de l'activité courrier et services marquée par la poursuite de la décroissance des volumes (-11 %) et par le recul de 51 millions d'euros de l'activité colis grand public (-17 % de volumes) comparée à un semestre 2021 historique en volumes et dans un contexte de ralentissement du e-commerce en 2022. Une compensation de 87 millions d'euros revenant à la BGNP permet de réduire le déficit relatif au service universel postal. Le chiffre d'affaires des filiales augmente de +9 millions d'euros à effet périmètre et change constants, porté par le développement des services de confiance numérique de Docaposte (+13 millions d'euros) atténué par la baisse de chiffre d'affaires de LPTI de -5 millions d'euros liée à l'impact de la crise de l'énergie sur Marketshot. Les activités et services pour compte de tiers baissent de -43 millions d'euros, en lien avec la baisse des charges du Réseau qui poursuit ses efforts constants de maîtrise de charges.

⁵ Sur la base du périmètre SCC (hors activité transférée à la BGNP)

3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2022 à 445 millions d'euros. Hors effets périmètre et change de +65 millions d'euros essentiellement liés au change sur le réal brésilien et sur la livre sterling, ainsi qu'à l'intégration d'AVIVA et de Citysprint, la décroissance organique du résultat d'exploitation est de -765 millions d'euros. Cette décroissance organique intègre notamment l'effet des dépréciations des actifs du courrier maison mère pour -912 millions d'euros, induite par de nouvelles perspectives macroéconomiques défavorables, et de la filiale DPD Russie pour un montant de -157 millions d'euros, directement liée au contexte de guerre en Ukraine. Hors ces éléments, la croissance organique du résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint du Groupe est de +305 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2022.06	2021.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			retraité ^(a)	vs n-1	vs n-1	vs n-1
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	-699	157	-855	n.s.	-854	n.s.
GeoPost	296	567	-271	-47,8	-292	-50,7
La Banque Postale	915	755	+160	+21,2	+116	+15,2
Grand Public Numérique	203	88	+116	n.s.	+114	n.s.
Immobilier	24	20	+4	+19,5	+4	+19,5
Supports et Structures	-93	-73	-20	+27,1	-20	+27,1
Non affecté et éliminations	-201	-368	+167	-45,3	+167	-45,3
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	445	1 145	-700	-61,1	-765	-65,8

^(a) Données sectorielles retraitées, se reporter au chapitre 4.2

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la branche s'établit à -699 millions à fin juin 2022, en diminution de 854 millions d'euros à périmètre et change constants, dont -787 millions d'euros au Courrier, sous l'effet de -912 millions d'euros de dépréciation des actifs induite par une baisse des perspectives de résultat d'exploitation du Courrier compte tenu des perspectives inflationnistes qui prévalent actuellement. Retraité de cet élément, la croissance organique du résultat d'exploitation du Courrier est de 57 millions d'euros, dans un environnement marqué par l'inflation dont les effets ont été plus que compensés par des mesures d'ampleur de maîtrise des coûts et à la compensation de 152 millions d'euros permettant de réduire le déficit relatif au service universel postal. Le résultat d'exploitation du Colis diminue de 55 millions d'euros, en lien avec l'augmentation des coûts unitaires de traitement liée à la baisse des trafics et à l'impact de l'inflation. Le résultat d'exploitation des filiales de la branche SCC diminue de 13 millions d'euros à périmètre et change constants, en particulier Mediapost France (imprimés publicitaires) et EDE qui subissent une baisse d'activité ;
- La branche GeoPost affiche un résultat d'exploitation de +296 millions d'euros en baisse organique de 292 millions d'euros, soit -50,7 %, dont -157 millions d'euros de dépréciation de sa filiale DPD Russie suite à l'annonce du souhait de cession. Retraité de cet élément, le

résultat d'exploitation de la branche GeoPost est en baisse de -135 millions d'euros du fait du ralentissement du marché du e-commerce après une année 2021 record et du contexte inflationniste ;

- La branche La Banque Postale affiche un résultat d'exploitation de +915 millions d'euros en augmentation de 160 millions d'euros par rapport à juin 2021. Hors effet périmètre de +32 millions d'euros et effet change de +12 millions d'euros, le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale est en hausse de 116 millions d'euros, dont 43 millions d'euros pour le groupement de moyens et 73 millions d'euros pour La banque Postale portée par l'activité de Bancassurance International et les bonnes performances de CNP au Brésil notamment ;
- Le résultat d'exploitation de la branche Grand Public Numérique s'établit à +203 millions d'euros, en augmentation de 114 millions d'euros après retraitement des effets périmètre et change, principalement grâce à la compensation de 87 millions d'euros permettant de réduire le déficit relatif au service universel postal et à la maîtrise des charges du Réseau dans un contexte de crise ;
- Autres secteurs d'activité :
 - ✓ L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de +24 millions d'euros, en augmentation de 4 millions d'euros, essentiellement liée au démarrage de l'activité de promotion immobilière ;
 - ✓ Le secteur Supports et structures, qui représente une charge nette de 93 millions d'euros, augmente de 20 millions d'euros du fait notamment de la poursuite de l'engagement dans la transformation numérique du groupe La Poste (Intelligence Artificielle, Data, etc) ;
 - ✓ Les produits et charges du secteur Non affecté, qui représentent au global une charge de 201 millions d'euros, diminuent de 167 millions d'euros grâce à la compensation permettant de réduire le déficit relatif au service universel.

3.3 Résultat net

Le résultat net part du groupe, à 883 millions d'euros, augmente globalement de 359 millions d'euros par rapport à fin juin 2021 dont +101 millions d'euros liés à l'opération Concorde. Après retraitement des effets périmètre et change, le résultat net part du groupe progresse de 229 millions d'euros. Après retraitement des événements comptables significatifs⁶ du premier semestre 2022, il progresse de 166 millions d'euros.

3.4 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe à fin juin 2022 est de 10 274 millions d'euros. Elle est demeurée globalement, avec une hausse de 41 millions d'euros au cours du premier semestre 2022.

La variation de dette du Groupe se caractérise par un Free cash-flow généré de 1 130 millions d'euros, un solde net des flux liés à la croissance externe et aux actifs financiers de 615 millions d'euros, un versement global de dividendes de 439 millions d'euros et une hausse des dettes de location financement de 79 millions d'euros.

⁶ Événements comptables significatifs (impact RNPG 64 millions d'euros) : Dépréciation des actifs du courrier maison mère (682 millions d'euros), dépréciation de DPD Russie (157 millions d'euros), reprise des impôts différés actifs (903 millions d'euros)

4. Résultats opérationnels par secteur d'activité

4.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du groupe La Poste.

Publié 2022.06	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Grand Public Numérique	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>									
CA & PNB Externes	4 097	7 431	4 168	1 688	37	1	59		17 481
CA & PNB Intersecteurs	993	54	14	1 591	385	640	0	-3 676	
Produits opérationnels	5 090	7 485	4 182	3 279	422	640	59	-3 676	17 481
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	-699	295	901	201	24	-93	-201	-1	428
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	14	3	-0	-0	0	0	17
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-699	296	915	203	24	-93	-201	-1	445

Données sectorielles retraitées 2021.06	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Grand Public Numérique	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>									
CA & PNB Externes	4 053	7 139	3 961	1 686	16	1	0		16 857
CA & PNB Intersecteurs	1 154	46	13	1 637	391	644	0	-3 884	
Produits opérationnels	5 207	7 185	3 974	3 323	407	645	0	-3 884	16 857
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	157	566	728	90	20	-73	-368	-0	1 119
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	27	-2	-0	0	0	0	26
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	157	567	755	88	20	-73	-368	-0	1 145

4.2 Données sectorielles retraitées au titre du premier semestre 2021

2021 a été l'année de lancement du nouveau plan stratégique dont les ambitions et objectifs ont conduit à des évolutions de périmètres au sein du groupe. Avec la création de la Branche Grand Public et Numérique (BGPN), et le transfert de gestion opérationnelle d'Asendia depuis les filiales Courrier et Numérique (BGNP), et le transfert de gestion opérationnelle d'Asendia depuis les filiales Courrier vers GeoPost, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021, l'information sectorielle du Groupe a été transformée passant de cinq branches à quatre branches.

L'incidence des retraitements sectoriels opérés sur les comptes publiés au 30 juin 2021 est présentée ci-dessous :

4.2.1.1 Les Produits opérationnels

	2021.06 publié	Retraitements sur l'information sectorielle	2021.06 Données sectorielles retraitées
<i>(en millions d'euros)</i>			
Services-Courrier-Colis	6 532	-1 325	5 207
GeoPost	6 171	1 014	7 185
La Banque Postale	3 974	0	3 974
Numérique	469	-469	
Réseau La Poste	1 920	-1 920	
Grand Public Numérique		3 323	3 323
Immobilier	407	0	407
Supports et Structures	589	56	645
Elim.	-3 204	-680	-3 884
PRODUITS OPERATIONNELS	16 857	0	16 857

4.2.1.2 Le Résultat d'exploitation

	2021.06 publié	Retraitements sur l'information sectorielle	2021.06 Données sectorielles retraitées
<i>(en millions d'euros)</i>			
Services-Courrier-Colis	187	-31	157
GeoPost	533	34	567
La Banque Postale	755	0	755
Numérique	17	-17	
Réseau La Poste	69	-69	
Grand Public Numérique		88	88
Immobilier	20	0	20
Supports et Structures	-69	-4	-73
Non affecté	-368	0	-368
Elim.	0	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 145	0	1 145

4.2.1.3 L'Excédent Brut d'Exploitation

	2021.06 publié	Retraitements sur l'information sectorielle	2021.06 Données sectorielles retraitées
<i>(en millions d'euros)</i>			
Services-Courrier-Colis	218	-47	171
GeoPost	840	48	888
GSF	-1	0	-1
Numérique	49	-49	
Réseau La Poste	53	-53	
Grand Public Numérique		93	93
Immobilier	241	0	241
Supports et Structures	-375	9	-366
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 026	0	1 026

4.2.1.4 Les CAPEX

	2021.06 publié	Retraitements sur l'information sectorielle	2021.06 Données sectorielles retraitées
<i>(en millions d'euros)</i>			
Services-Courrier-Colis	121	-15	106
GeoPost	157	15	172
Numérique	34	-34	
Réseau La Poste	12	-12	
Grand Public Numérique		40	40
Immobilier	114	0	114
Supports et Structures	87	6	93
CAPEX	525	0	525

4.3 Services-Courrier-Colis

La branche Services-Courrier-Colis regroupe :

- L'activité courrier Entreprise de La Poste SA (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse), l'activité e-PAQ (petits paquets import e-commerce) ainsi que les nouveaux services de proximité (logistique de proximité, connaissance des territoires) ;
- L'activité colis de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC en France et à l'export ;
- L'ensemble des activités des filiales intervenant sur les marchés de diversification :
 - Marketing direct et data-marketing (Mediapost) ;
 - Solutions de logistique et e-logistique (Viapost) ;
 - Prestation de santé à domicile et prévention de la perte d'autonomie (Santé & Autonomie) ;
 - Efficacité énergétique, économie circulaire (Nouveaux Services).

	2022.06	2021.06	Variation	
		retraité	vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 090	5 207	-117	-2,2
dont CA Courrier Maison-Mère	3 600	3 571	29	+0,8
dont CA Colis	994	1 168	-174	-14,9
dont CA Filiales Services Courrier Colis	496	468	28	+5,9
Charges opérationnelles	-5 789	-5 050	-738	+14,6
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-699	157	-855	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	-
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-699	157	-855	n.s.

4.3.1 Activité Courrier

Le chiffre d'affaires s'établit à 3 600 millions d'euros, en croissance organique de +29 millions d'euros, soit +0,8 % par rapport au 30 juin 2021. Cette évolution s'explique notamment par :

- Un trafic courrier en baisse de -7,3 %⁷ à jours ouvrés équivalents, correspondant à -175 millions d'euros d'effet volume et mix produits. Cette décroissance est compensée par la hausse tarifaire entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022 de +3,7 %⁸ en moyenne représentant un impact de +86 millions d'euros sur le chiffre d'affaires donnant lieu à trafic et par la compensation de 152 millions d'euros au bénéfice du Courrier permettant de réduire le déficit relatif au service universel postal ;
- Un net repli de l'international de -21 millions d'euros, fortement impacté par la baisse de trafic e-PAQ (-28 millions d'objets par rapport au 30 juin 2021) qui s'explique notamment par la mise en œuvre de la directive Douanes 2021 et par une modification des comportements de consommation ;
- Une hausse de +48 millions d'euros au titre des élections présidentielle et législatives (quatre tours électoraux par rapport aux deux tours des élections régionales au 30 juin 2021) ;
- Une baisse de -74 millions d'euros relative aux refacturations de la branche Grand Public et Numérique résultant de la baisse des volumes Grand Public.

4.3.2 Activité Colis

Le chiffre d'affaires s'établit à 994 millions d'euros, en décroissance organique de -174 millions d'euros, soit -14,9 % par rapport au 30 juin 2021. Cette baisse est due à un effet de base par rapport au chiffre d'affaires au 30 juin 2021 qui avait bénéficié de la dynamique exceptionnelle du e-commerce engendrée par les confinements, mais aussi au ralentissement du e-commerce observé depuis le début de l'année 2022.

Le volume des colis distribués s'établit à 192⁹ millions d'objets, en baisse de -20,3 % à jours ouvrés équivalents sur l'ensemble des segments :

⁷ Sur la base du chiffre d'affaires Entreprise donnant lieu à trafic

⁸ Rapportée à la base du chiffre d'affaires Entreprise donnant lieu à trafic (hors périmètre BGNP)

⁹ Périmètre BSCC

- 186 millions d'objets sur le BtoC, soit -20,7 % à jours ouvrés équivalents sous l'effet du ralentissement du e-commerce, et notamment du National Entreprise de -45 millions d'objets (-21,1 % à jours ouvrés équivalents) par rapport au 30 juin 2021 ;
- 6 millions d'objets sur les produits import, soit -7,6 % à jours ouvrés équivalents.

4.3.3 Activité Filiales Branche Services-Courrier-Colis

Le chiffre d'affaires s'établit à 496 millions d'euros, en hausse de +28 millions d'euros soit +5,9 % par rapport au 30 juin 2021. Après retraitement des effets périmètre et change de +28 millions d'euros liés principalement à l'intégration des sociétés TimeOne et Cybercité, l'évolution organique du chiffre d'affaires est stable à -1 million d'euros avec des évolutions contrastées :

- Les activités du pôle Mediapost enregistrent une croissance organique de +23 millions d'euros, principalement liée à l'activité billetterie de Sogec ;
- Les filiales du pôle Nouveaux Services affichent une décroissance organique de -27 millions d'euros, principalement due à EDE, sous l'effet du repli des volumes de ventes de certificats d'économie d'énergie ;
- Les filiales de La Poste Santé & Autonomie enregistrent une croissance organique de +4 millions d'euros, malgré un environnement marché défavorable sur les prestations de santé à domicile.

4.3.4 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est de -699 millions d'euros, en décroissance organique de -854 millions d'euros qui s'explique principalement par une dépréciation des actifs Courrier de -912 millions d'euros résultant d'une révision à la baisse des prévisions de résultat d'exploitation afin de prendre en compte l'impact de l'environnement inflationniste sur les perspectives de rentabilité de l'activité. Cette baisse organique s'explique également par une diminution du résultat d'exploitation du Colis de -55 millions d'euros, pénalisé par l'augmentation des coûts unitaires de traitement liée à la baisse de l'activité et à l'impact de l'inflation qui pèse sur les charges. Ces effets sont atténués par la compensation d'un montant de 152 millions d'euros permettant de réduire le déficit relatif au service universel postal.

4.4 GeoPost¹⁰

L'activité de la branche GeoPost regroupe :

- DPDgroup qui opère les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger ;
- Asendia qui propose des solutions de courriers transfrontières ;
- Urby, qui propose un dispositif global de logistique urbaine reposant sur la mutualisation et l'optimisation des livraisons dans les métropoles ;
- Alturing, qui délivre son expertise SI dans les métiers du colis au service des entités du Groupe.

¹⁰ branche GeoPost y compris Urby et Asendia

	2022.06	2021.06	Variation	
		retraité	vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	7 485	7 185	+299	+4,2
dont CA DPDgroup	6 365	6 142	+224	+3,6
dont CA Asendia	1 105	1 033	+72	+7,0
dont CA Urby	11	7	+4	+60,7
dont CA Alturing	4	4	-0	-7,9
Charges opérationnelles	-7 190	-6 619	-571	+8,6
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	295	566	-272	-48,0
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	1	+0	+59,3
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	296	567	-271	-47,8

4.4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à 7 485 millions d'euros, en hausse de +299 millions d'euros, soit +4,2 % par rapport au 30 juin 2021. Après retraitement des effets périmètre de +114 millions d'euros liés essentiellement à l'intégration de City Sprint, Tipsa, Speedy et BK Logistics et à la cession de Tigers et des effets change de +103 millions d'euros (dont +42 millions d'euros sur la livre sterling, +16 millions d'euros sur le dollar américain, +16 millions d'euros sur le dollar de Hong Kong, +14 millions d'euros sur le réal brésilien, +8 millions d'euros sur le rouble et -7 millions d'euros sur le zloty), la croissance organique est de +82 millions d'euros, soit +1,1 %.

DPDgroup enregistre une croissance organique de +42 millions d'euros portée par des hausses tarifaires et des surcharges fuel permettant de compenser le recul des volumes. Le volume des colis distribués par DPDgroup s'établit à 1 030 millions de colis, en décroissance organique de -4 % par rapport 30 juin 2021. Cette baisse s'explique par le ralentissement de l'activité BtoC (-8,4 %), portée sur les premiers mois de 2021 par les confinements, et impactée sur le premier semestre 2022 par la baisse de la consommation. Les dynamiques des principaux pays dans lesquels DPDgroup est présent sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni s'établit à 1 202 millions d'euros, en décroissance organique de -6,0 %. Cette baisse résulte du ralentissement de l'activité e-commerce sur le marché domestique et d'un impact défavorable sur le marché international suite à la mise en place de la directive TVA au 1^{er} juillet 2021 ;
- Le chiffre d'affaires de la France s'élève à 1 074 millions d'euros, en croissance organique de 2,3 %, dont +6,6 % pour DPD France +0,4 % pour Chronopost. Le marché français est lui aussi marqué par une activité en repli, compensée par des hausses tarifaires et des surcharges fuel ;
- Le chiffre d'affaires de l'Allemagne s'établit à 1 107 millions d'euros, en décroissance organique de -3,5 %. Cette baisse s'explique par un repli des volumes ne pouvant être compensé par des hausses tarifaires du fait d'un marché très concurrentiel.

Asendia enregistre une croissance organique de +36 millions d'euros portée par sa filiale eShopWorld dont la progression du chiffre d'affaires compense l'activité Logistique en repli du fait du ralentissement de l'activité en Asie.

4.4.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'établit à 296 millions d'euros, en baisse de -271 millions d'euros. Après retraitement des effets périmètre et change de +20 millions d'euros, la décroissance organique est de -292 millions d'euros. Elle s'explique principalement par un effet de base par rapport à un premier semestre 2021 ayant bénéficié de la croissance conjoncturelle des trafics liée à la mise en place des confinements, par le ralentissement de l'activité e-commerce induit par la crise inflationniste et la baisse du pouvoir d'achat et enfin par la dépréciation des actifs de DPD Russie d'un montant de 157 millions d'euros.

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève à 54 millions d'euros, en décroissance de -318 millions d'euros, en ligne avec l'évolution du résultat d'exploitation.

4.5 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

Sur le premier semestre 2022, La Banque Postale a racheté les minoritaires de CNP Assurances pour détenir désormais 100 % du capital de CNP Assurances. L'opération s'inscrit dans le cadre du projet de constitution d'un grand pôle financier public prévu par le protocole d'accord engageant conclu le 31 juillet 2019 entre l'Etat, la Caisse des Dépôts, La Poste et La Banque Postale.

Le succès de cette opération marque une nouvelle étape dans le renforcement du modèle de bancassuranceur du groupe La Banque Postale et dans la poursuite de l'expansion multi-partenaire et internationale de CNP Assurances.

4.5.1 Activités commerciales

	2022.06	2021.06	Variation	
(encours en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
EPARGNE CLIENTELE	500,5	502,1	-1,6	-0,3
Dépôts à vue	88,0	84,8	+3,1	+3,7
Epargne ordinaire	91,2	89,6	+1,6	+1,7
Epargne logement	29,6	30,7	-1,1	-3,6
OPCVM	9,7	11,2	-1,6	-14,0
Assurance-Vie (a)	281,6	285,2	-3,6	-1,2
Autres	0,4	0,5	-0,1	-17,8
CREDITS CLIENTELE	122,3	116,8	+5,4	+4,7
Crédits immobiliers	70,0	66,3	+3,7	+5,7
Crédits à la consommation	5,5	5,3	+0,2	+3,9
Autres crédits	0,6	0,5	+0,2	+36,6
Financements	46,1	44,8	+1,3	+2,9

(a) Y compris Assurance vie CNPA

L'activité commerciale reste performante sur le premier semestre 2022 avec des encours d'épargne stables à -0,3 % et des encours de crédits de la clientèle qui progressent de +4,7 % par rapport à fin juin 2021.

4.5.1.1 Bancassurance France

Les dépôts à vue conservent une collecte soutenue, avec des encours en croissance de 1,9 milliard d'euros sur un an (+2,6 %), traduisant la confiance des français en La Banque Postale. L'épargne

ordinaire est également en progression avec une hausse sur douze mois de +1,1 milliard d'euros (+1,3 %). Le livret A, dont le taux est passé de 0,5 % à 1,0 % le 1^{er} février 2022, continue à jouer son rôle d'épargne de précaution avec des encours stables à 61,5 milliards d'euros. Cette revalorisation concerne l'ensemble des taux des produits d'épargne réglementée et fait suite à la forte hausse de l'inflation. Les encours de La Banque Postale en matière d'Assurance Vie s'établissent à 279,8 milliards d'euros, en baisse de 4,2 milliards d'euros (-1,5 %) par rapport à fin juin 2021 sous l'effet du recul de l'Epargne/Retraite en euros malgré la bonne performance de la collecte brute des unités de comptes du réseau de distribution de La Banque avec un taux d'UC à 29,5 % (+2,7 points par rapport au premier semestre 2021).

Sur le premier semestre 2022, 6,6 milliards d'euros de crédits immobiliers ont été mis en force par La Banque Postale, en hausse de 21,2 % par rapport à fin juin 2021, porté par un marché immobilier resté dynamique. Malgré des taux d'intérêts en hausse et le durcissement des critères d'octroi de crédits, les encours de crédits immobiliers progressent de +5,5 % sur un an à 65,7 milliards d'euros.

La production des crédits à la consommation, gérés par La Banque Postale Consumer Finance, est en hausse de +7,4 %, portant les encours à 5,5 milliards d'euros (+4,0 % par rapport à fin juin 2021), avec une hausse marquée du crédit renouvelable de +23,9 %.

4.5.1.2 *Bancassurance Internationale*

Une bonne dynamique commerciale en Europe et en Amérique Latine.

En Europe hors France, le chiffre d'affaires s'élève à 5,6 milliards d'euros, en hausse de 3 milliards d'euros (y compris périmètre et change), porté par la forte collecte Epargne/Retraite de la filiale italienne nouvellement intégrée CNP Vita Assicurazione (2,6 milliards d'euros).

En Amérique Latine, le chiffre d'affaire s'établit à 3,9 milliards d'euros en progression de 27,7 %, porté par la forte collecte de la retraite au Brésil.

4.5.1.3 *Banque Patrimoniale et Gestion d'Actifs*

Louvre Banque Privée :

L'activité commerciale de la banque patrimoniale Louvre Banque Privée (LBP) reste dynamique sur la période. Les encours d'épargne progressent de +6,3 % pour atteindre 14,0 milliards d'euros portés par une croissance de l'épargne d'assurance vie de +9,9 % à 9,9 milliards d'euros grâce notamment aux transferts liés à la Loi PACTE. Les encours de crédits progressent de +9,3 % pour atteindre 4,6 milliards d'euros.

Gestion d'Actifs :

Les encours sous gestion, qui se composent de ceux de La Banque Postale Asset Management et de Tocqueville Finance, s'établissent à 54,8 milliards d'euros au 30 juin 2022, en baisse de 9,1 % par rapport au 31 décembre 2021, principalement liée à un effet marché négatif de 4,7 milliards d'euros, un impact négatif en partie compensé par une collecte nette positive de 1,6 milliard d'euros.

La Banque Postale Asset Management a cédé ses participations dans les gestionnaires d'actifs Ostrum (45 %) et AEW Europe (40 %) à Natixis Investment Managers, dans un objectif de rationalisation capitalistique entre La Banque Postale et BPCE.

4.5.1.4 *Banque de Financement et d'Investissement*

Les encours de financement s'établissent à 46,1 milliards d'euros, en progression de +2,9 % sur un an. Engagée au service du développement des territoires et de l'économie réelle, La Banque Postale finance le secteur public local et les entreprises. Cette activité connaît depuis son lancement une croissance forte, qui se confirme encore sur le premier semestre 2022 : les encours de financement au secteur public local atteignent 20,2 milliards d'euros (+5,9 %) et les encours de financement des PME/ETI progressent de 5,5 % à 10 milliards d'euros.

Les encours d'affacturage progressent également de 33,7% et s'établissent à 2,9 milliards d'euros et la production (CA acheté) s'élève à 10 milliards d'euros, en forte progression de 31,7 %. Par ailleurs, 80 % de la production de financement d'actifs et de projet sont des projets verts et sociaux.

4.5.2 Performance opérationnelle

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 4 182 millions d'euros à juin 2022, en hausse de 208 millions d'euros (publié), dans un contexte inflationniste et de remontée rapide des taux longs.

La marge nette d'intérêts (MNI) est en baisse de 3,8 % (-44 millions d'euros) pour atteindre 1 122 millions d'euros, sous l'effet de l'impact du relèvement du taux du Livret A (-51 millions d'euros) et de moindres résultats sur la diversification (-29 millions d'euros), éléments défavorables partiellement compensés par le développement du financement (+39 millions d'euros).

Les commissions sont stables à +0,4 % (+6 millions d'euros) avec des commissions sur l'équipement et le fonctionnement des comptes et les commissions financières en hausse de +2 % (+15 millions d'euros), et une baisse des commissions up-front sur les cessions CAFFIL (-13 millions d'euros).

Les frais de gestion de la branche Banque Postale augmentent de 2,2 % par rapport à fin juin 2021, à -3 221 millions d'euros. Hors retournement de PPA lié à l'intégration de CNP Assurances et hors effets périmètre et change (-72 millions d'euros), les frais de gestion sont en hausse de 53 millions d'euros en lien avec le développement des activités et le lancement de Louvre Banque Privée.

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 961 millions d'euros, est en hausse de 16,7 %. Le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'établit à 78,3 %.

Le coût du risque, à 90 millions d'euros, est inférieur de -8 millions d'euros au niveau de fin juin 2021. Ce montant intègre des mesures de prudence pour anticiper les effets d'une éventuelle dégradation des conditions économiques. Rapporté aux encours de crédit, il se situe à un niveau bas à 12 points de base¹¹.

Le résultat net part du groupe s'élève à 387 millions d'euros dont -303 millions d'euros de retournement de PPA.

¹¹ Coût du risque de crédit de la banque commerciale rapporté aux encours de début de période.

<i>(en millions d'euros)</i>	2022.06	2021.06 <i>retraité</i>	Variation <i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Produit net bancaire	4 182	3 974	208	+5,2
Frais de gestion (a)	-3 221	-3 150	-71	+2,2
Résultat brut d'exploitation	961	824	138	+16,7
Coût du risque	-90	-98	8	-8,5
Gains et pertes sur autres actifs	29	2	27	n.s.
Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	0	0	0	-
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	901	728	173	+23,8
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	<i>78,3%</i>	<i>79,7%</i>		<i>-1,4Pts</i>
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	14,1	27	-13	-48,1
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	915	755	160	+21,2
Impôts sur les sociétés	-372	-352	-20	+5,8
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	2	-2	n.s.
Intérêts minoritaires	-155	-183	27	-15,0
Résultat net part du groupe	387	223	+165	+74,0
dont Bancassurance France	488	333	155	+46,7
dont Bancassurance international	75	73	2	+3,1
dont Banque Privée & Gestion d'Actifs	93	39	54	n.s.
dont Banque de Grande Clientèle	208	173	35	+20,0
dont Hors Pôles	-402	-336	-66	+19,6

(a) Le montant des Frais de gestion intègre un effet positif du Groupement de moyens pour 35,2 millions d'euros au 30.06.2022 et un effet négatif -7,4 millions d'euros au 30.06.2021 (données retraitées, cf. chapitre 4.2)

4.5.2.1 *Bancassurance France*

Le produit net bancaire, à 3 232 millions d'euros, est en progression de +1,8 % portée par une bonne performance des activités assurantielles (+8,1 %) et des contributions porteuses sur les activités de crédits, malgré l'impact défavorable du relèvement du taux du Livret A (-49 millions d'euros).

Les frais de gestion sont en hausse modérée de 2,1 % liée notamment aux coûts des droits d'enregistrement de l'acquisition du portefeuille de 7 600 logements de CDC Habitat par CNP Assurances.

Le résultat net part du groupe, à 488 millions d'euros, est en croissance de 46,7 % liée à l'impact du rachat des minoritaires de CNP Assurances (-3,9 % à périmètre constant).

4.5.2.2 *Bancassurance International*

Le produit net bancaire, à 774 millions d'euros, est en progression de +34,3 % (+10,1 % à périmètre et change constants) en lien avec un retour au Brésil à des niveaux de sinistralité historiques sur l'Emprunteur et la Prévoyance touchée en 2021 par une forte hausse de la sinistralité Covid et une forte dynamique commerciale de l'Epargne / Retraite en Italie.

Les frais de gestion augmentent de 30 millions d'euros à périmètre et change constants sur le premier semestre sous l'effet des revalorisations salariales et de la montée en puissance de Caixa Vida e Previdencia au Brésil.

Le résultat net part du groupe, à 75 millions d'euros, est en hausse de +3,1 %, majoritairement portée par l'Amérique Latine (79 millions d'euros) qui bénéficie d'un effet change très favorable avec l'appréciation du Réal de 14 % ; le rachat des minoritaires de CNP Assurances contribue à cette hausse pour 36 millions d'euros. A périmètre et change constants, le RNPG est en baisse de -51,3 %.

4.5.2.3 *Banque Patrimoniale et Gestion d'Actifs*

Le produit net bancaire, à 154 millions d'euros, est en progression de +5,4 %. Sur la Banque Patrimoniale, le PNB est tiré par une bonne activité de la gestion sous mandat et une forte dynamique

sur la diversification de l'épargne et le crédit à l'habitat malgré une activité de financement moindre. Sur la Gestion d'actifs, le PNB est stable du fait d'une volatilité vers des produits moins margés liée à l'environnement malgré un niveau des marchés qui reste supérieur à 2021 (+12 %) ainsi qu'une forte croissance de la collecte nette (+1,6 milliard d'euros).

Le résultat net part du groupe est en progression de +136,7 % (+54 millions d'euros à périmètre constant) avec un impact des plus-values de cession des participations dans AEW et Ostrum de 58 millions d'euros.

4.5.2.4 Banque de Financement et d'Investissement

Le produit net bancaire, à 526 millions d'euros, est en baisse de -1,0 %, principalement liée au recul des activités « investissements et trésorerie » partiellement compensée par une contribution de l'ensemble des segments de clientèle (+29 millions d'euros) : une croissance des activités de financement (+7 %), une forte croissance de l'activité de flux et de gestion de compte (+28 %) ainsi que le développement des activités de marché auprès de la clientèle BFI (+25 millions d'euros).

Le résultat net part du groupe s'élève à 208 millions d'euros (+35 millions d'euros), appuyé par un coût du risque très inférieur à celui observé sur le premier semestre 2021.

4.5.2.5 Hors Pôles

Les résultats du pôle se caractérisent par les éléments suivants :

- une évolution défavorable du retournement de PPA qui s'élève en résultat net part du groupe à -303 millions d'euros versus -217 millions d'euros à fin juin 2021, soit -66 millions (dont +29 millions d'euros lié à l'impact de la plus-value de cession de CNP Partners) ;
- une stabilité de la contribution FRU et FGDR qui passe de 89 millions d'euros à fin juin 2021 à 88 millions d'euros à fin juin 2022 dans les frais de gestion ;
- une plus-value HTC pour un impact positif de +18 millions d'euros à fin juin 2022.

4.5.3 Structure financière

	2022.06	2021.12	Variation
Bilan (Mds€)	752	772	-2,6%
Solvabilité			
Fonds propres prudentiels	18,8	21,6	-12,8%
Ratio Common Equity Tier 1	16,2%	19,1%	-2,9 pts
Ratio de solvabilité	20,9%	23,7%	-2,8 pts
Ratio de levier	6,0%	7,2%	-1,2 pts
Ratio MREL (LRE)	8,5%	9,5%	-1,0 pts
Ratio MREL (RWA)	25,4%	27,6%	-2,2 pts
Taux de couverture du SCR	249%	217%	32,0 pts
Liquidité			
Ratio LCR	166%	186%	-20,0 pts
Ratio NSFR	132%	143%	-11,0 pts
Ratio crédits / dépôts	81,0%	82,1%	-1,1 pts

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1 estimé à 16,2 % au 30 juin 2022 (-2,9 points par rapport au 31 décembre 2021 publié), niveau très supérieur à l'exigence globale de fonds propres CET1 (« OCR ») de 8,38 % fixée par la Banque Centrale Européenne et applicable depuis le 2 avril 2020. Cette évolution s'explique essentiellement par un effet des OCI (Other Comprehensive Income) pour -2,9% dû à la volatilité des actions et des taux.

Le ratio global de solvabilité s'établit à 20,9 %, en baisse de 2,8 points par rapport à fin décembre 2021.

Le taux de couverture du SCR est de 249 % au 30 juin 2022 (+32 points par rapport au 31 décembre 2021 publié). Cette évolution s'explique essentiellement par la forte remontée des taux sur la période. À fin juin 2022, le calcul du ratio de levier évolue conformément aux dispositions du Règlement CRR2, et exclut désormais à 100 % les encours d'épargne centralisée à la Caisse des dépôts, s'établissant ainsi à 6,0 %.

La position de liquidité du bilan demeure supérieure aux exigences réglementaires et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 81 %, reflétant une forte capacité de financement. Les ratios de liquidité demeurent à un niveau élevé avec un ratio LCR estimé à 166 % et un ratio NSFR estimé à 132 %.

L'émission de plusieurs dettes (dettes « Senior Non Préférée » de 500 millions d'euros et dette subordonnée « Tier 3 » de 500 millions d'euros) a permis de renforcer les fonds propres totaux et les ressources éligibles au MREL.

4.6 Branche Grand Public et Numérique

La branche Grand Public et Numérique est née, le 1^{er} juillet 2021, dans le cadre du nouveau plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous ». Elle commercialise les produits et services postaux, financiers et téléphoniques auprès des particuliers et des professionnels en s'appuyant sur le Réseau La Poste et sur les solutions et services numériques du groupe, dans le cadre d'une relation client omnicanale. Elle porte également la transformation numérique du groupe. Les activités de la branche Grand Public et Numérique sont organisées en deux pôles :

- Un premier qui regroupe les activités commerciales de la branche, avec principalement les activités Courrier et Colis ainsi que les filiales numériques Docaposte, LP11 et La Poste Services A la Personne (LPSAP),
- Un second qui rassemble les activités et services pour compte de tiers avec les refacturations du réseau et les projets transverses de la direction numérique.

	2022.06	2021.06	Variation	
		retraité	vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	3 279	3 323	-44	-1,3
dont activités commerciales	1 697	1 698	-1	-0,1
dont activités et services pour compte de tiers	1 582	1 625	-43	-2,6
Charges opérationnelles	-3 078	-3 233	+155	-4,8
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	201	90	+111	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	-2	+5	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	203	88	+116	n.s.

4.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à 3 279 millions d'euros, en baisse de 44 millions d'euros, soit -1,3 % par rapport à fin juin 2021. Après retraitement des effets périmètre et change de +19 millions d'euros qui concernent les filiales numériques Docaposte pour +12 millions d'euros (intégration des sociétés

Openvalue, Trust & Sign et Heva) et LP11 pour +7 millions d'euros (intégration de Boxtal), l'évolution organique du chiffre d'affaires est de -63 millions d'euros.

4.6.1.1 *Activités commerciales*

Le chiffre d'affaires des activités commerciales s'établit à 1 697 millions d'euros, en décroissance organique de -21 millions d'euros qui se décompose de la manière suivante :

- Les activités Courrier et Colis enregistrent une baisse organique de 31 millions d'euros pour un chiffre d'affaires qui s'élève à 1 267 millions d'euros. Cette baisse s'explique par l'activité Courrier et services en retrait de -67 millions d'euros liée à la décroissance des volumes du courrier à -11 % et par l'activité Colis en recul de 51 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021 historiquement élevé et dans un contexte de ralentissement du e-commerce. Ces baisses sont partiellement atténuées par la compensation de 87 millions d'euros permettant de réduire le déficit relatif au service universel postal.
- Les filiales numériques (Docaposte, LP11 et LPSAP) enregistrent une croissance organique de 9 millions d'euros pour un chiffre d'affaires qui s'élève à 422 millions d'euros. Cette croissance est portée par le développement des services de confiance numérique de Docaposte (+13 millions d'euros). A l'inverse, LP11 enregistre une décroissance organique de -5 millions d'euros liée à l'impact de la crise de l'énergie sur sa filiale Marketshot.
- Les autres activités commerciales¹² enregistrent une croissance de 1 million d'euros pour un chiffre d'affaires qui s'élève à 8 millions d'euros liée principalement au développement de Digiposte.

4.6.1.2 *Activités et services pour compte de tiers*

Le chiffre d'affaires des activités et services pour compte de tiers s'établit à 1 582 millions d'euros, en baisse de -43 millions d'euros sous l'effet de la baisse des charges du réseau, atténuée partiellement par l'accélération des projets de transformation numérique.

4.6.2 **Résultat d'exploitation**

Le résultat d'exploitation s'établit à 203 millions d'euros, en hausse de 116 millions d'euros par rapport au 30 juin 2021, dont +2 millions d'euros d'effets périmètre et change. Cette progression s'explique principalement par la compensation de 87 millions d'euros permettant de réduire le déficit relatif au service universel postal et, dans une moindre mesure, par la croissance des filiales numériques et la baisse des charges du réseau.

4.7 **Autres Secteurs**

4.7.1 **Immobilier**

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste « maison mère ».

¹² Chiffre d'affaires externe de Digiposte, de l'identité Numérique et des commissions sur les clients externes du réseau

	2022.06	2021.06	Variation	
		retraité	vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	422	407	+14	+3,5
Charges opérationnelles courantes	-398	-394	-4	+1,1
Résultat de cession	1	7	-6	-87,3
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	24	20	+4	+20,6
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	-0	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	24	20	+4	+19,5

Le chiffre d'affaires du pôle Immobilier s'établit à 422 millions d'euros, en hausse de 14 millions d'euros, soit +3,5 % par rapport à fin juin 2021. Cette progression s'explique principalement par le démarrage de l'activité de promotion immobilière pour +11 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation, après quote-part des résultats des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 24 millions d'euros, en hausse de 4 millions d'euros par rapport à fin juin 2021, qui s'explique notamment par la marge opérationnelle de 3 millions d'euros liée au démarrage de l'activité de promotion immobilière.

4.7.2 Supports et Structures

Le secteur Supports et Structures correspond aux coûts du siège, des directions et des services mutualisés, de la filiale de gestion de flotte de véhicules ainsi que de la Direction du Support Et de la Maintenance (DSEM, anciennement rattachée au Réseau). Ces coûts font principalement l'objet de refacturations aux Branches.

	2022.06	2021.06	Variation	
		retraité	vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	640	645	-4	-0,7
Charges opérationnelles	-733	-718	-15	+2,1
Résultat d'exploitation avant quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-93	-73	-20	+27,0
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	-0	+0,0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-93	-73	-20	+27,1

Le chiffre d'affaires s'établit à 640 millions d'euros, en baisse de 4 millions d'euros par rapport à fin juin 2021. Ce chiffre d'affaires est composé d'une part des produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité pour 591 millions d'euros et d'autre part des frais de siège groupe refacturés au titre des management fees pour 44 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation, après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, est de -93 millions d'euros, soit une évolution de -20 millions d'euros par rapport à fin juin 2021 qui s'explique essentiellement par la poursuite de l'engagement dans la transformation numérique du Groupe La Poste (Intelligence Artificielle, Data, etc).

4.7.3 Charges non affectées

	2022.06	2021.06	Variation	
			vs N-1	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Coût net de la présence territoriale	-278	-282	+4	-1,37
Autres produits et charges opérationnels	77	-87	+164	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION	-201	-368	+167	-45,5

Les charges non affectées comprennent les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et les charges liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectés aux branches, ainsi que la part non affectée de la compensation du service universel postal.

L'évolution de +167 millions d'euros du résultat d'exploitation s'explique essentiellement par la compensation permettant de réduire le déficit relatif au service universel postal.

5. Autres agrégats-clés du compte de résultat

5.1 Résultat financier

	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêt	-112	-122	+10	-8,2
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	3	1	+2	n.s.
Coût de l'endettement financier net	-108	-120	+12	-10,0
Autres éléments du résultat financier	8	13	-5	-39,8
RESULTAT FINANCIER	-101	-108	+7	-6,3

Le résultat financier s'améliore de 7 millions d'euros. Il représente au total une charge de 101 millions d'euros avec une diminution du coût de l'endettement financier net de 12 millions d'euros et une variation de 5 millions d'euros provenant des autres éléments du résultat financier.

La charge nette d'intérêts à 112 millions d'euros est en diminution de 10 millions d'euros par rapport à juin 2021. Cette diminution provient notamment d'un écart favorable de 21 millions d'euros lié à l'échéance d'un emprunt obligataire de 1 milliard d'euros en novembre 2021 et d'une variation défavorable de 10 millions d'euros provenant essentiellement de la composante taux du swap sur une opération en GBP / £.

La variation de juste valeur de la dette en option juste valeur et des dérivés adossés à cette dette, qui correspond à un produit de 3 millions d'euros au premier semestre 2022, s'améliore de 2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021.

Les autres éléments du résultat financier (produit de 8 millions d'euros au premier semestre 2022), diminuent de 5 millions d'euros par rapport à juin 2021. Cette diminution provient notamment de l'impact de gains de change pour 6 millions, d'une variation défavorable des revenus de participations pour 3 millions d'euros (liée au versement en juin 2021 d'un rendement sur les titres Xange Capital 2) et d'une baisse de 6 millions d'euros sur les autres produits et charges financiers (liée à une plus-value de 5 millions d'euros réalisée en juin 2021 par GeoPost en Espagne sur la cession de titres non consolidés).

5.2 Résultat net part du Groupe

Semestre clos le 30 juin

	2022.06	2021.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>						
Produits opérationnels	17 481	16 857	+624	+3,7	+240	+1,4
Charges opérationnelles	-17 053	-15 738	-1 316	+8,4	-988	+6,3
Résultat d'exploitation	428	1 119	-692	-61,8	-748	-65,6
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	17	26	-8	-31,6	-17	-72,5
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	445	1 145	-700	-61,1	-765	-65,8
Résultat financier	-101	-108	+7	-6,3	+7	-6,4
Résultat courant avant impôt	344	1 037	-693	-66,8	-758	-71,8
Impôt sur le résultat	737	-312	+1 049	n.s.	+1 068	n.s.
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	-33	6	-39	n.s.	-38	n.s.
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 048	731	+317	+43,4	+272	+37,1
Résultat net part du Groupe	883	525	+359	+68,4	+229	+43,7
Intérêts minoritaires	164	206	-42	-20,3	+43	+20,5

Le résultat net part du Groupe s'établit à 883 millions d'euros à fin juin 2022. Il progresse de 359 millions d'euros, dont 130 millions d'euros d'effets périmètre et change et 229 millions d'euros de progression organique.

La principale composante de cette progression est portée par le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, qui est en décroissance organique de 765 millions d'euros sous l'effet d'une dépréciation des actifs immobilisés du courrier maison mère enregistrée au premier semestre 2022 pour un montant de 912 millions d'euros, et de la dépréciation de DPD Russie, filiale du Groupe dont les actifs et passifs ont été classés en « actifs et passifs destinés à être cédés », pour un impact de 157 millions d'euros.

L'impôt sur le résultat contribue à une hausse organique du résultat net part du Groupe de 1 068 millions d'euros sous les effets conjugués de :

- L'enregistrement d'un produit de 903 millions d'euros consécutif au rachat des intérêts minoritaires de CNP Assurances qui permet d'envisager l'entrée de cette société dans le groupe d'intégration fiscale de La Poste à compter de l'exercice 2023 et améliore de manière très significative ses prévisions de résultat fiscal. Ainsi, sur la base des meilleures prévisions à date, le déficit reportable du groupe d'intégration fiscale pourra être absorbé dans un délai inférieur à 5 ans. En conséquence le Groupe reconnaît dans les comptes du premier semestre 2022 l'intégralité des impôts différés actifs au titre du déficit reportable ainsi que les impôts différés au titre des autres différences temporaires lorsqu'il est prévu que celles-ci se dénouent dans un délai de 10 ans.
- L'enregistrement d'un produit de 230 millions d'euros induit par la dépréciation des actifs du courrier maisons mère pour un montant de 912 millions d'euros, soit 682 millions d'euros en termes de résultat net.

Le résultat financier demeure globalement stable à 101 millions d'euros, en amélioration de 7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021.

Baisse organique de la quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence de 38 millions d'euros, provenant essentiellement de la participation du Groupe au sein de la société Ninja van (détenue par DPDgroup).

Enfin, la part de résultat net revenant aux intérêts minoritaires, qui diminue de 42 millions d'euros sous l'effet notamment du rachat des intérêts minoritaires de CNP Assurances, augmente de 43 millions d'euros à périmètre et change constants.

6. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe. La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variation du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;

Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides ATI) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;

La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;

Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

6.1 Free Cash-Flow

Le free cash-flow généré par le Groupe à fin juin 2022 est de 1 130 millions d'euros. Il progresse de 1 076 millions d'euros par rapport à fin juin 2021.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation	1 221	1 026	+195	+19,0
Dividendes reçus des SME	1 553	183	+1 371	n.s.
Provisions RH hors dispositifs de fin de carrière	10	35	-25	-71,5
EBITDA Ajusté	2 784	1 243	+1 541	n.s.
Variation BFR	-641	-158	-483	n.s.
Achats d'actifs corporels et incorporels	-498	-525	+27	-5,2
Cessions d'actifs corporels et incorporels	48	43	+6	+13,0
Intérêts financiers nets versés (Hors IFRS 16)	-56	-53	-3	+5,2
Impôts sur les bénéfices	-75	-101	+26	-25,4
CICE Imputé / Généré	0	0	-0	-28,9
Remboursement des passifs de location	-396	-355	-41	+11,6
Charge d'intérêts sur passifs de location	-36	-39	+3	-7,9
FREE CASH-FLOW	1 130	55	+1 076	n.s.

6.1.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est de 2 784 millions d'euros à fin juin 2022. Il augmente de 1 541 millions d'euros principalement sous l'effet d'un écart favorable sur les dividendes reçus des SME de 1 371 millions d'euros (versement d'un dividende exceptionnel par La Banque Postale pour un montant de 1 256 millions d'euros au premier semestre 2022).

La progression de l'Excédent Brut d'Exploitation (195 millions d'euros) est en partie compensée par les provisions RH hors dispositifs de fin de carrière en écart défavorable de 25 millions d'euros.

6.1.2 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les décaissements de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels diminuent de 27 millions d'euros en 2022 et s'établissent 498 millions d'euros. Cette diminution est composée d'une augmentation des investissements réalisés de 18 millions d'euros et d'une variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations en écart défavorable de 45 millions d'euros.

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2022.06	2021.06 <i>retraité (a)</i>	Variation	
			<i>vs n-1</i> (en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-94	-106	+12	-11,0
GeoPost	-184	-172	-11	+6,7
Grand Public Numérique	-45	-40	-5	+12,5
Immobilier	-94	-114	+20	-17,4
Supports & Autres	-81	-93	+12	-12,9
Achat d'actifs incorporels et corporels	-498	-525	+27	-5,2
Variation des fournisseurs d'immobilisations	25	71	-45	-64,3
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-473	-454	-18	+4,0

(a) Données sectorielles retraitées, se reporter au chapitre 4.2.

Les achats d'actifs incorporels et corporels concernent :

- Branche Services-Courrier-Colis : 94 millions d'euros, en baisse de 12 millions d'euros dont une baisse de 3 millions d'euros sur l'activité Courrier et de 8 millions d'euros sur les filiales Courrier. Les investissements restent stables sur le colis avec un ralentissement des dépenses sur son schéma directeur industriel et informatique ;
- Branche GeoPost : 184 millions d'euros, en hausse de 11 millions d'euros. Les projets de la première partie de l'année 2022 se concentrent sur le développement de l'express et de la capacité de traitement de la livraison. Les projets les plus importants concernent la construction des dépôts (UK, Allemagne et Chronopost), sur l'élargissement du réseau de distribution et le développement des nouveaux services ;
- Branche Grand Public Numérique : 45 millions d'euros, en augmentation de 5 millions d'euros. La digitalisation du Groupe en France concentre la majeure partie des investissements des années 2021 et 2022 ;
- Pôle Immobilier : 94 millions d'euros, en baisse de 20 millions d'euros. Les investissements accompagnent les branches et les projets menés par le Groupe, tels le schéma directeur industriel de la branche Services-Courrier-Colis et VLP région ;
- Supports et autres : 81 millions d'euros en diminution de 12 millions d'euros, dont 25 millions d'euros de diminution sur l'acquisition de véhicules pour le Groupe, suite aux de retards des livraisons (conséquence de la pénurie des semi-conducteurs depuis le début de l'année 2021 ainsi que depuis la guerre en Ukraine).

6.1.3 Cessions d'actifs corporels et incorporels.

Les cessions d'actifs corporels et incorporels s'élèvent à 48 millions d'euros en augmentation de 6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021.

Les cessions d'actifs couvrent notamment les cessions du pôle immobilier qui s'élèvent à 35 millions d'euros en augmentation de 12 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021.

Les cessions opérées par GeoPost au premier semestre 2022 s'élèvent 1 million d'euros, en repli de 6 millions d'euros.

Les cessions de véhicules, qui représentent 11 millions d'euros à fin juin 2022, diminuent de 2 millions d'euros.

6.1.4 Autres éléments du Free Cash-Flow

La variation de besoin en fonds de roulement génère au premier semestre 2022 un flux de trésorerie négatif de 641 millions d'euros, en écart défavorable de 483 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021. Il s'explique principalement par un écart de 297 millions d'euros sur la compensation du service universel postal (260 millions d'euros) et la compensation sur l'aménagement du territoire (37 millions d'euros).

Les flux de trésorerie générés par les impôts qui représentent une sortie de trésorerie de 75 millions d'euros sont en écart favorable de 26 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021.

La hausse des remboursements de passifs de location (41 millions d'euros) résulte notamment d'une progression des dettes de location financement de 215 millions d'euros par rapport à juin 2021 principalement portée par GeoPost.

6.2 Variation de la dette nette

La dette nette du groupe a augmenté de 41 millions d'euros au premier semestre 2022. Elle s'établit désormais à 10 274 millions d'euros, dont 3 839 millions d'euros de passifs de location.

Le Free cash-flow, excédentaire de 1 130 millions d'euros, compense le solde net de croissance externe (615 millions d'euros) et les dividendes versés pour un montant global de 439 millions, en complément des 315 millions d'euros versés en actions nouvelles via une augmentation de capital social.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Free cash-flow	1 130	55	+1 076	n.s.
Dividendes versés	-439	-26	-413	n.s.
Croissance externe et actifs financiers nets	-615	-633	+18	-2,8
Variation des dettes de location financement	-79	-115	+36	-31,4
Variation des ICNE sur instruments financiers	-7	-32	+25	-77,9
Augm. / Réduc. Capital	3	0	+3	n.s.
Financement perpétuel	0	198	-198	-100,0
Incidence des Var. périmètre et change sur dette	-9	-52	+42	-81,7
Neutralisation Prov RH hors DFC	-10	-35	+25	-71,5
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-1	-10	+9	-85,3
Autres éléments de variation de la dette nette	-15	-2	-13	n.s.
Var. Dette Nette	-41	-649	+608	-93,6
Dette nette à l'ouverture	10 233	8 802	+1 431	+16,3
Dette nette Cloture (Publié)	10 274	9 451	+823	+8,7

6.2.1 Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du groupe

Le solde net des flux liés à la croissance externe et aux mouvements sur actifs financiers est de 615 millions d'euros, en baisse de 18 millions d'euros par rapport à 2021, avec pour composantes les éléments suivants :

- Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise pour un montant de 490 millions d'euros, en hausse de 381 millions d'euros,
- Acquisitions d'actifs financiers pour un montant de 95 millions d'euros, en augmentation de 18 millions d'euros,
- Achats d'intérêts minoritaires pour un montant de 45 millions d'euros en baisse de 503 millions d'euros,

- Cessions de filiales pour un montant de 0 million d'euros, en écart défavorable de 16 millions d'euros,
- Cessions d'actifs financiers pour un montant de 15 millions d'euros. en écart défavorable de 71 millions d'euros.

L'essentiel de la croissance externe est faite par la branche GeoPost avec un montant net de 592 millions d'euros au premier semestre 2022. DPDgroup a notamment procédé à l'acquisition (100 %) de CitySprint, société spécialisée dans le transport express des livraisons le jour même. eShopWorld, filiale d'Asendia, a procédé à l'acquisition (100 %) de Scalefast, fournisseur de solutions e-commerce globales basé à Los Angeles. DPDgroup a également poursuivi le renforcement de sa participation dans Ninja Van qui atteint désormais 43,6 % ainsi que dans la société Aramex qui atteint désormais 28 %.

6.2.2 Dividendes versés par le groupe en 2022

Le Groupe a versé en 2022 un montant global de 439 millions d'euros au titre des dividendes. Ce montant se décompose de la manière suivante :

- 409 millions d'euros versés aux actionnaires en numéraire, 270 millions pour la Caisse des Dépôts et 139 millions d'euros pour l'Etat, soit 724 millions d'euros de dividendes versés aux actionnaires incluant 315 millions d'euros de versement en actions via une augmentation de capital social,
- 6 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires du groupe,
- 23 millions d'euros inscrits en dividendes versés et correspondant à la rémunération de titres subordonnés hybrides perpétuels souscrits en 2018 et inscrits aux fonds propres du groupe.

6.3 Variation de la trésorerie

La trésorerie du groupe à fin juin 2022 a augmenté de 111 millions d'euros. Elle atteint ainsi 3 006 millions d'euros, pour une position à l'ouverture de l'exercice de 2 895 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Free cash-flow	1 130	55	+1 076	n.s.
Dividendes versés	-439	-26	-413	n.s.
Croissance externe et actifs financiers nets	-615	-633	+18	-2,8
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	720	2 033	-1 313	-64,6
Remboursement des emprunts (Hors passifs de location)	-576	-454	-122	+27,0
Augm. / Réduc. Capital	3	0	+3	n.s.
Financement perpétuel	0	198	-198	-100,0
Var actifs financiers de gestion de trésorerie	-130	-51	-79	n.s.
Autres flux liés aux opérations de financement	-28	-11	-17	n.s.
Effet change et changement de méthode	-2	1	-3	n.s.
Flux de trésorerie intragroupe	58	58	+1	+0,9
Neutralisation Prov RH hors DFC	-10	-35	+25	-71,5
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-1	-10	+9	-88,7
Variation de la Trésorerie	+111	1 128	-1 017	-90,2
Trésorerie à l'ouverture	+2 895	2 763	+132	+4,8
Trésorerie à la clôture	+3 006	+3 891	-885	-22,7

Cette variation de trésorerie provient principalement des éléments suivants :

- Une génération de trésorerie de 80 millions d'euros issue du solde net du Free cash-flow généré, des dividendes versés et de la consommation de trésorerie liée aux opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers.
- Une hausse nette de trésorerie de 144 millions d'euros provenant des encaissements liés aux nouveaux emprunts et aux remboursements des emprunts hors IFRS 16 :
 - o Abondement d'une ligne obligataire à échéance 2034 pour un montant de 100 millions d'euros au taux de 1 % en janvier puis abondement en mai d'une ligne obligataire à échéance 2026 pour un montant de 150 millions d'euros au taux de 0,6215 %.
 - o Encours des billets de trésorerie en baisse de 145 millions d'euros (155 millions d'euros à fin juin 2022) avec des tombées de billets de trésorerie de 562 millions d'euros compensées par des émissions pour 416 millions d'euros .

- Un flux de trésorerie intragroupe de 58 millions d'euros correspondant à l'évolution de la situation financière nette envers La Banque Postale et principalement due à l'évolution du solde des comptes courants de La Poste SA à La Banque Postale à 335 millions d'euros à fin juin 2022 pour une position à 447 millions d'euros fin 2021, à laquelle il convient d'ajouter une variation de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des dettes / créances intragroupe de +31 millions d'euros ainsi qu'une variation des emprunts émis auprès de La Banque Postale pour un montant de +17 millions d'euros,
- Une diminution de trésorerie provenant des mouvements sur actifs financiers de gestion de trésorerie de 130 millions d'euros, liée au remboursement à échéance de divers placements à plus de trois mois partiellement remplacés,
- Une diminution des autres flux liés aux opérations de financement de 28 millions d'euros provenant notamment d'une augmentation des concours bancaires courants.

6.4 Dette brute

L'endettement brut du Groupe a augmenté de 210 millions d'euros au cours du premier semestre 2022. Il est désormais de 14 119 millions d'euros.

Le détail de l'endettement brut est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.12	Variation	
			(en M€)	(en %)
			vs n-1	
Obligations	9 213	8 991	+222	+2,5
Obligations Court terme	1 021	0	+1 021	-
Obligations Moyen et long terme	8 192	8 991	-800	-8,9
Bons La Poste	52	52	-0	-0,9
Bons La Poste Court terme	52	52	-0	-0,9
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	155	300	-145	-48,3
Billets de trésorerie Court terme	155	300	-145	-48,3
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements reçus	64	78	-14	-17,5
Dépôts et cautionnements reçus Court terme	23	34	-11	-32,8
Dépôts et cautionnements reçus Moyen Long terme	41	44	-2	-5,6
Intérêts courus	65	77	-12	-15,5
Intérêts courus	65	77	-12	-15,5
Dette subordonnée	480	440	+40	+9,1
Passifs de location	3 839	3 760	+79	+2,1
Passifs de location Court terme	777	741	+37	+4,9
Passifs de location Moyen Long terme	3 061	3 019	+42	+1,4
Autres hors passifs de location	252	211	+41	+19,5
Autres Court terme	89	79	+9	+11,8
Autres Moyen Long terme	163	132	+31	+23,6
ENDETTEMENT BRUT	14 119	13 909	+210	+1,5
Endettement Brut Court terme	2 181	1 282	+899	+70,1
Endettement Brut Moyen Long terme	11 937	12 626	-689	-5,5

La dette obligataire du Groupe à fin juin 2022 (9 213 millions d'euros, hors emprunts hybrides et y compris green bond) est constituée de 10 emprunts (souches obligataires) à taux fixe d'origine, « variabilisés » pour certains, puis « refixisés » le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux.

Les principaux mouvements enregistrés au cours du premier semestre 2022 portent sur la dette obligataire qui augmente de 222 millions d'euros suite à l'abondement d'une souche obligataire en janvier 2022 pour un montant total de 100 millions d'euros et complété courant mai 2022 par un autre abondement de souche obligataire de 150 millions d'euros.

La dette subordonnée, valorisée à 480 millions d'euros à fin juin 2022 (pour une valeur nominale de 500 millions de dollars US swappée en euros) augmente de 40 millions d'euros sous l'effet de l'évolution du change euro / dollar US.

Les passifs de location (3 839 millions d'euros) ont augmenté de 79 millions d'euros au cours du premier semestre 2022, avec en particulier une hausse de 64 millions d'euros pour DPDgroup en lien avec le développement de son activité opérationnelle.

L'encours des billets de trésorerie diminue de 145 millions pour s'établir à 155 millions d'euros. On notera également que les intérêts courus non échus diminuent de 12 millions d'euros en lien avec la diminution des dépôts et cautionnements reçus de 14 millions d'euros.

6.5 Dette nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.12	Variation	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Dette brute à la clôture	14 119	13 909	+210	+1,5
Trésorerie	-3 006	-2 895	-111	+3,8
Autres éléments d'actif	-838	-780	-57	+7,3
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	10 274	10 233	+41	+0,4

L'endettement net du Groupe s'élève à 10 274 millions d'euros à fin juin 2022. Il augmente de 41 millions d'euros au cours du premier semestre 2022.

Les autres éléments d'actifs qui s'élèvent à -838 millions d'euros sont constitués des éléments suivants :

- Dérivés actifs associés à la dette avec une juste valeur de 37 millions d'euros, en hausse de 21 millions d'euros,
- Placements à échéance supérieurs à trois mois à l'origine pour un montant de 480 millions d'euros, qui sont en diminution de 129 millions d'euros par rapport à décembre 2021,
- Situation financière nette envers La Banque Postale en position créditrice de 311 millions d'euros pour une position créditrice de 369 millions d'euros à fin décembre 2021.

6.6 Capitaux propres et structure financière

	Semestre clos le 30 juin			
	2022.06	2021.12	Variation	
		<i>retraité (a)</i>	<i>vs n-1</i>	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	20 932	18 390	2 543	+13,8
Augmentation de capital	120	0	120	n.s.
Résultat net part du Groupe	883	2 069	-1 186	-57,3
Distribution de dividendes	-529	0	-529	-
Rémunération de titres hybrides subordonnés perpétuels	-82	-91	9	-9,6
Rés. latent sur inst. financiers	-3 688	523	-4 212	n.s.
Ecart de conversion	330	4	326	n.s.
Écarts actuariels	127	88	39	+44,7
Autres éléments	502	-51	552	n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)	18 595	20 932	-2 338	-11,2
Intérêts minoritaires	8 268	11 718	-3 449	-29,4
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	26 863	32 650	-5 787	-17,7

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 18 595 millions d'euros à fin juin 2022. Ils diminuent de 2 338 millions d'euros sous l'effet principalement des résultats latents sur instruments financiers (-3 688 millions d'euros notamment pour CNP Assurances), de la distribution de dividendes (-529 millions d'euros), de la rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels (-82 millions d'euros), atténué par le résultat net part du Groupe (+883 millions d'euros) ainsi que les écarts de conversion (330 millions d'euros).

La distribution de dividendes de -724 millions d'euros a été faite par imputation sur les autres réserves pour -529 millions d'euros et sur les primes d'émissions pour -195 millions d'euros. L'augmentation de capital de 120 millions d'euros correspondant à 315 millions d'euros d'augmentation de capital y compris les -195 millions de primes d'émissions distribuées.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 8 268 millions d'euros, en diminution de 3 449 millions d'euros dont 3 462 millions d'euros suite au rachat des intérêts minoritaires de CNP Assurances.

6.7 Notation financière

Les notations restent inchangées au premier semestre 2022.

A compter du 26 juillet 2022, l'agence de notation Moody's a noté le profil de crédit de La Banque Postale aux côtés des deux agences Fitch Ratings et Standard and Poor's. Elle a attribué les notations de crédit long terme (à A2) et court terme (P1), assorties d'une perspective stable.

Notation de La Poste

Société	Agences	Notation long terme	Notation court terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+	F1+	Stable	7 décembre 2021
	Standard and Poor's	A+	A-1	Stable	4 novembre 2021

Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation long terme	Notation court terme	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A	F1+	Stable	11 janvier 2022
	Moody's	A2	P1	Stable	26 juillet 2022
	Standard and Poor's	A+	A-1	Stable	2 février 2022

Notation de CNP Assurances

Société	Agences	Notation long terme	Perspective	Dernière révision
CNP Assurances	Fitch Ratings	A+	Stable	6 janvier 2022
	Moody's	A1	Stable	30 mai 2022
	Standard and Poor's	A+	Stable	4 novembre 2021

7. Perspectives et évènements post clôture

7.1 Perspectives

Au second semestre 2022, le Groupe continuera de déployer son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous » afin de progresser vers son objectif de croissance rentable, qui réussit sa transformation vers un modèle économique pérenne. Dans cette optique, les efforts de modernisation des missions de service public et la nécessaire adaptation des mécanismes de compensation qui leur sont liés se poursuivent avec la signature en mai 2022 d'un avenant au contrat d'entreprise 2018-2022 entre l'Etat français et La Poste ainsi que le déploiement d'une nouvelle gamme Courrier qui sera lancée dès le 1er janvier 2023 dans une démarche conjuguant la volonté du groupe La Poste d'améliorer l'empreinte carbone de l'activité Courrier et son ambition de pérenniser le service universel postal tout en répondant aux nouveaux usages. Plus généralement, le Groupe poursuivra ses efforts de diversification de ses activités, d'adaptation de ses produits aux nouveaux usages (digital,...), d'amélioration de son efficacité opérationnelle et d'action en faveur des transitions sociales et environnementales.

Les conditions macroéconomiques défavorables liées au conflit en Ukraine devraient continuer de peser sur les activités et la rentabilité du groupe la Poste au second semestre 2022, avec notamment la perspective d'une croissance plus modérée du e-commerce sur le colis, d'une inflation durable qui pèsera les charges et la rentabilité du Groupe, la capacité à les répercuter sur les tarifs étant limitée par l'environnement concurrentiel, la réglementation, et le positionnement citoyen de notre Groupe, et une hausse des taux qui devrait favoriser les activités bancaires.

7.2 Evènements post clôture

Regroupement d'entreprise

Après l'acquisition des activités d'assurance vie d'Aviva en Italie l'année dernière, CNP Assurances poursuit sa stratégie de croissance internationale avec la signature d'un accord avec UniCredit, son partenaire historique, comprenant les éléments suivants :

- Acquisition par CNP Assurances de la participation de 49 % d'UniCredit dans CNP Vita Assicura S.p.A. pour 500 millions d'euros permettant à CNP Assurances de porter sa participation dans CNP Vita Assicura S.p.A à 100 %,
- Vente de 6,5 % de CNP UniCredit Vita S.p.A. (" CUV ") à UniCredit pour 70 millions d'euros, CNP Assurances conservant une participation majoritaire de 51 % dans CUV.

Cette opération permet à CNP Assurances de rationaliser l'organisation de ses activités en Italie et de poursuivre son développement dans le pays. La finalisation de cette opération est soumise à l'approbation des autorités compétentes.

Rachat d'intérêts minoritaires

Conformément aux dispositions du pacte d'associés, CNP Assurances va acquérir la participation du partenaire Swiss Life dans Assurance (soit 34% du capital), holding de Filassistance International. Sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises, CNP Assurances, qui détenait déjà 66% du capital d'Assurance, en deviendra l'unique associé d'ici l'automne 2022. Cette acquisition s'accompagne d'un engagement de continuité du partenariat entre Swiss Life France et Filassistance International.

Principaux risques et incertitudes

Le groupe La Poste continue à suivre l'évolution du conflit en Ukraine. Cependant, depuis juillet, compte tenu de l'intégration des risques liés à ce conflit dans les procédures courantes des entités, le dispositif reposant sur des réunions de suivi de crise établi en février a été simplifié. Ainsi, les cellules de crise régulières ont été remplacées par la mise en place d'une procédure de surveillance et d'alerte.

Elle permet aux entités de faire remonter d'éventuels événements nouveaux induits par ce conflit qui auraient des impacts significatifs sur le Groupe et de réactiver la cellule de crise si nécessaire. La poursuite de la crise continue à limiter les activités d'échange de courrier et de petits colis postaux avec l'Ukraine en raison des difficultés logistiques rencontrées.

Les échanges de colis postaux avec la Russie sont maintenus en application des règles de l'Union Postale Universelle. Leur volume est très réduit. Les difficultés logistiques continuent d'en ralentir l'acheminement.

Les activités de colis express en provenance ou à destination de la Russie ont été stoppées depuis le 28 février 2022. La société DPD Russie, filiale du groupe La Poste, fonctionne depuis lors exclusivement sur son marché domestique.

Après avoir annoncé sa décision de se retirer du marché russe le 11 mai 2022, GeoPost/DPDgroup continue ses travaux pour céder sa filiale DPD Russie dans le respect des exigences réglementaires. Tant que cette cession n'aura pas été réalisée, GeoPost/DPDgroup continue à assurer pleinement ses obligations vis-à-vis de ses clients, partenaires et employés.

Le groupe continue par ailleurs à suivre attentivement l'évolution de la situation des pays limitrophes de l'Ukraine et particulièrement ceux où GeoPost est implanté.

La Poste et ses filiales mettent en œuvre les procédures de contrôle demandées par les mesures de sanctions internationales.

Une surveillance active du risque cyber est assurée par l'ensemble des équipes responsables de la sécurité des systèmes d'informations du Groupe.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement La Banque Postale et ses filiales, le dispositif de suivi des impacts du conflit est également maintenu :

- Les trains de sanctions internationales sont intégrés et font l'objet d'une surveillance rapprochée par la direction de la conformité ;
- Il est rappelé que le portefeuille de crédit de La Banque Postale ne présente pas d'exposition sur l'Ukraine et la Russie. Il présente des expositions limitées sur les pays limitrophes à ces deux pays. Sa filiale,

CNP Assurances a, quant à elle, des expositions marginales sur la Russie et l'Ukraine.

- La Banque Postale assure également un suivi régulier des impacts potentiels sur le portefeuille de crédit et le portefeuille géré en risque de marché d'une part, et sur les risques opérationnels les plus sensibles d'autre part.

Enfin, le groupe La Poste poursuit ses actions de solidarité pour l'Ukraine.

A large, stylized number '2' is the central graphic element. It is composed of two overlapping shapes: a dark red shape on the left and a lighter red shape on the right, creating a sense of depth and movement. The number is positioned on the left side of the page, with its right edge extending towards the center.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat	59
État du résultat global	60
Bilan	61
Variation des capitaux propres	63
Tableau des flux de trésorerie	66

GENERALITES

Note 1	Événements significatifs du semestre	67
Note 2	Base de préparation et méthodes comptables	70
Note 3	Information sectorielle	71

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4	Chiffre d'affaires	73
Note 5	Produit net bancaire	73
Note 6	Achats et autres charges	74
Note 7	Charges de personnel et effectifs	74
Note 8	Autres charges et produits opérationnels	75
Note 9	Résultat financier	76
Note 10	Impôts sur le résultat	77

NOTES SUR LE BILAN

Note 11	Écarts d'acquisition (goodwill)	78
Note 12	Immobilisations incorporelles et corporelles	80
Note 13	Contrats de location	81
Note 14	Participations dans les sociétés mises en équivalence	83
Note 15	Autres actifs des activités industrielles et commerciales	84
Note 16	Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	85
Note 17	Provisions pour risques et charges	86
Note 18	Emprunts obligataires et autres dettes financières	87
Note 19	Dettes nettes du Groupe	89
Note 20	Avantages du personnel	90
Note 21	Passifs financiers des activités bancaires et d'assurance	91
Note 22	Dettes fournisseurs et autres dettes	92

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Note 23	Informations complémentaires sur les instruments financiers	93
Note 24	Transactions avec les parties liées	94
Note 25	Engagements hors bilan et passifs éventuels	94
Note 26	Événements postérieurs à la clôture	94
Note 27	Exposition au risque de crédit	95
Note 28	Expositions souveraines	101

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE	S1 2022	S1 2021	2021
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	13 313	12 896	26 617
Produit net bancaire	5	4 168	3 961	7 992
Produits opérationnels		17 481	16 857	34 609
Achats et autres charges	6	(7 760)	(7 318)	(15 490)
Charges de personnel	7	(6 919)	(7 106)	(14 154)
Impôts et taxes	8	(341)	(327)	(449)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(2 338)	(1 240)	(1 772)
Autres charges et produits opérationnels	8	238	246	577
Résultat des cessions d'actifs		67	7	23
Charges opérationnelles nettes		(17 053)	(15 738)	(31 265)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	14	17	26	87
Résultat d'exploitation		445	1 145	3 431
Coût de l'endettement financier net		(109)	(121)	(233)
Autres éléments du résultat financier		8	13	31
Résultat financier	9	(101)	(108)	(202)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	14	(33)	6	(12)
Résultat avant impôt		311	1 043	3 217
Impôt sur le résultat	10	737	(312)	(620)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		1 048	731	2 597
Part des minoritaires		165	206	528
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		883	525	2 069

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>Montants nets d'impôt (en millions d'euros)</i>	S1 2022	S1 2021	2021
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1 048	731	2 597
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables	(3 236)	546	513
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(3 160)	(521)	(643)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	1 178	373	1 250
Écart de conversion	852	456	108
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			(3)
Impact de l'approche par superposition	(985)	605	1 024
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	57	6	24
Éléments non recyclables	151	63	70
Écarts actuariels sur avantages du personnel	127	44	84
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	16	(2)	(8)
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (hors titres cédés durant l'exercice)	8	21	(6)
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	(3 085)	609	583
RESULTAT GLOBAL	(2 037)	1 340	3 180
Résultat global part des minoritaires	140	537	668
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	(2 177)	803	2 512

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2022	31/12/2021
Écarts d'acquisition	11	4 974	4 464
Immobilisations incorporelles	12	6 478	6 133
Immobilisations corporelles	12	6 511	6 792
Droits d'utilisation	13	3 308	3 700
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	2 005	1 900
Autres actifs financiers non courants	15	560	500
Impôts différés actifs		2 525	205
Actifs non courants		26 361	23 694
Stocks et encours	15	225	190
Créances clients et autres créances	15	5 785	5 554
Autres actifs financiers courants	15	599	436
Créance d'impôt sur les bénéfices		658	651
Autres comptes de régularisation - Actif		155	118
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	3 007	2 895
Actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾		2 130	200
Actifs courants		12 559	10 044
Caisse, banques centrales	16	46 596	50 812
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16	215 451	231 420
Instruments dérivés de couverture	16	807	1 022
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	206 046	228 310
Titres au coût amorti	16	25 071	23 480
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	16	67 073	67 823
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16	129 628	123 117
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16	210	101
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	16	39 854	33 149
Participation aux bénéfices différée active	16	2 734	0
Immeubles de placement	16	5 638	3 393
Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		739 108	762 627
TOTAL ACTIF		778 028	796 365

(1) dont CNP Partners (2 054 millions d'euros) et DPD Russie (52 millions d'euros).

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2022	31/12/2021
Capital social et prime d'émission		6 788	6 668
Réserves		12 757	10 648
Réserves recyclables sur instruments financiers		(2 338)	1 373
Réserve de conversion		(239)	(570)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		744	744
Résultat de l'exercice part du Groupe		883	2 069
Capitaux propres part du Groupe		18 595	20 932
Intérêts minoritaires		8 268	11 718
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		26 863	32 650
Emprunts obligataires et dettes financières ⁽¹⁾	18.1	10 280	10 149
Passifs de location ⁽¹⁾	18.1	3 839	3 760
Provisions pour risques et charges ⁽¹⁾	17	812	816
Avantages du personnel ⁽¹⁾	20	2 820	3 157
Impôts différés passifs (non courant)		897	1 217
Dettes fournisseurs et autres dettes ⁽¹⁾	22	9 060	9 140
État - Impôt sur les bénéfices (courant)		173	199
Autres comptes de régularisation - Passif (courant)		300	233
Passifs destinés à être cédés (courant) ⁽²⁾		2 050	0
Passifs non-courants		15 086	16 411
Passifs courants		15 145	12 260
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	21	5 849	4 253
Instruments dérivés de couverture	21	1 201	333
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	21	32 685	30 393
Dettes envers la clientèle	21	240 879	234 582
Dettes représentées par un titre	21	20 482	21 693
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	21	150	422
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	21	22 690	18 674
Prov. techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet	21	386 519	414 584
Dettes subordonnées	21	10 479	10 110
Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		720 934	735 044
TOTAL PASSIF		778 028	796 365
<i>(1) Dont part courante :</i>			
<i>Emprunts obligataires et dettes financières</i>		1 405	541
<i>Passifs de location</i>		777	741
<i>Provisions pour risques et charges</i>		692	678
<i>Avantages du personnel</i>		742	754
<i>Dettes fournisseurs et autres dettes</i>		9 006	9 114

(2) dont CNP Partners pour (1 983 millions d'euros) et DPD Russie pour (66 millions d'euros).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2022

1^{er} semestre 2022

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2021	6 668	2 069	(570)	1 373	744	10 648	20 932	11 718	32 650
Distribution de dividendes ^(a)	120					(529)	(409)	(264)	(673)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(b)						(82)	(82)	0	(82)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						(25)	(25)	(21)	(46)
Transactions avec intérêts minoritaires ^(c)			(70)	(100)		528	358	(3 475)	(3 117)
Affectation du résultat 2021		(2 069)				2 069			
Résultat global de la période		883	400	(3 611)		151	(2 177)	140	(2 037)
Dont :									
- Résultat net		883					883	165	1 048
- Réserves recyclables			400	(3 611)			(3 211)	(25)	(3 236)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers						24	24		24
- Ecart actuariels						127	127	0	127
Autres				0		(3)	(3)	170	167
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2022	6 788	883	(239)	(2 338)	744	12 757	18 595	8 268	26 863

(a) Distribution de dividendes de La Poste pour 724 millions d'euros par imputation sur les autres réserves pour 529 millions d'euros et sur les primes d'émission pour 195 millions d'euros. La distribution a été réalisée en numéraire pour 409 millions d'euros et par augmentation de capital pour 315 millions d'euros (y compris prime d'émission)

(b) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (29 millions d'euros) et CNP Assurances (30 millions d'euros).

(c) Dont le rachat des minoritaires de CNP Assurances (voir note 1.3).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2021

1^{er} semestre 2021

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2020	6 668	2 084	(574)	836	744	8 488	18 247	13 712	31 959
Emission de titres perpétuels								198	198
Distribution de dividendes								(599)	(599)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)						(57)	(57)	(11)	(68)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						(3)	(3)	(2)	(5)
Transactions avec intérêts minoritaires						(437)	(437)	(328)	(765)
Affectation du résultat 2020		(2 084)				2 084			0
Résultat global de la période		525	159	54	0	65	803	537	1 340
Dont :									
- Résultat net		525					525	206	731
- Réserves non recyclables sur instruments financiers						19	19		19
- Ecart actuariels						46	46	(2)	44
- Autres éléments du résultat global			159	54			213	333	546
Autres			(1)	(1)	0	9	7	13	20
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2021	6 668	525	(416)	889	744	10 149	18 559	13 520	32 079

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (15 millions d'euros) et de CNP Assurances (30 millions d'euros dont 11 millions d'euros pour les intérêts minoritaires).

Exercice 2021

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2020 publiés	6 668	2 084	(574)	836	744	8 489	18 247	13 712	31 959
Modification du calcul de certains avantages postérieurs à l'emploi à la suite de la position de l'IFRS IC de mai 2021						143	143		143
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2020 retraités	6 668	2 084	(574)	836	744	8 632	18 390	13 712	32 102
Emission de titres perpétuels								942	942
Distribution de dividendes								(655)	(655)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)						(91)	(91)	(23)	(114)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						(26)	(26)	(14)	(40)
Transactions avec intérêts minoritaires			(98)	270		(30)	142	(3 368)	(3 226)
Affectation du résultat 2020		(2 084)				2 084			
Résultat global de la période		2 069	102	267		74	2 512	668	3 180
Dont :									
- Résultat net		2 069					2 069	528	2 597
- Réserves recyclables			102	267			369	144	513
- Réserves non recyclables sur instruments financiers						(14)	(14)		(14)
- Ecarts actuariels						88	88	(4)	84
Autres ^(b)						5	5	456	461
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2021	6 668	2 069	(570)	1 373	744	10 648	20 932	11 718	32 650

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (29 millions d'euros) et de CNP Assurances (62 millions d'euros dont 23 millions d'euros pour les intérêts minoritaires).

(b) Dont augmentation des intérêts minoritaires à la suite de la prise de contrôle des activités d'assurance vie d'Aviva en Italie.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	S1 2022			S1 2021			2021		
	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assur.	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assur.	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assur.
<i>(en millions d'euros)</i>									
Excédent brut d'exploitation	2 635	1 221	1 414	2 356	1 025	1 331	5 422	2 602	2 820
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(6)	(6)		(12)	(12)	0	(28)	(28)	
Produits et charges financières divers	5	5		2	2	0	(0)	(0)	0
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 634	1 220	1 414	2 346	1 015	1 331	5 394	2 574	2 820
Variation du besoin en fonds de roulement	(647)	(641)	(6)	(547)	(157)	(390)	(445)	(361)	(85)
Var. solde des emplois et ressources bancaires et d'assurance	(1 163)	0	(1 163)	17 059	0	17 059	8 911	32	8 879
Impôts payés	(423)	(75)	(348)	(75)	(101)	26	(446)	(62)	(384)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		1 542	(1 542)	(0)	171	(171)	(0)	171	(171)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	17	11	6	18	12	6	67	19	48
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	418	2 057	(1 639)	18 801	940	17 861	13 481	2 373	11 108
Achat d'actifs corporels et incorporels	(762)	(496)	(266)	(1 046)	(524)	(522)	(1 747)	(1 301)	(446)
Achat d'actifs financiers	(116)	(96)	(20)	(126)	(77)	(49)	(1 267)	(829)	(438)
Encaissements générés par les cessions d'actifs corporels et incorporels	48	48	0	44	42	2	120	119	1
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	255	15	240	87	86	1	123	122	1
Incidence des variations de périmètre	(1 431)	(490)	(941)	(93)	(93)	(0)	(495)	(187)	(308)
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	(130)	(130)		(51)	(51)	0,000	(51)	(51)	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(2 136)	(1 149)	(987)	(1 185)	(617)	(568)	(3 317)	(2 127)	(1 190)
Augmentation de capital	3	3	0	0	0	0	0	0	0
Financements perpétuels				198	198	0,000	942	198	744
Dividendes versés et rémunération des titres subordonnés hybrides	(751)	(438)	(313)	(656)	(26)	(630)	(769)	(33)	(736)
Rachat d'intérêts minoritaires	(3 118)	(45)	(3 073)	(549)	(549)	0,000	(3 018)	(556)	(2 462)
Intérêts financiers versés	(91)	(91)		(92)	(92)	0	(240)	(240)	(0)
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	1 220	720	500	3 402	2 034	1 368	4 826	2 957	1 869
Remboursements des emprunts	(576)	(576)	0	(1 204)	(454)	(750)	(3 540)	(1 789)	(1 751)
Remboursements des passifs de location	(426)	(398)	(28)	(381)	(355)	(26)	(802)	(751)	(51)
Autres flux liés aux opérations de financement	(28)	(28)		(11)	(11)	0,000	6	6	
Flux intragroupe		58	(58)	0	58	(58)		76	(76)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(3 767)	(795)	(2 972)	707	803	(96)	(2 595)	(132)	(2 463)
Dim. (aug.) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des var. de périmètre	5 598		5 598	(17 197)		(17 197)	(7 455)		(7 455)
Incidence des filiales destinées à être cédées	(13)	(13)		(8)	(8)		0	0	
Incidence des variations des cours des devises	11	11		10	10		18	18	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	111	111		1 128	1 128	(0)	132	132	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 895	2 895		2 763	2 763	0,000	2 763	2 763	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 006	3 006		3 891	3 891	0,000	2 895	2 895	

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Emissions obligataires
- 1.2 Principales acquisitions
- 1.3 Rachat des intérêts minoritaires de CNP Assurances
- 1.4 Cessions de AEW Europe SA et Ostrum Asset Management
- 1.5 Projet de cession de DPD Russie
- 1.6 Projet de cession de CNP Partners
- 1.7 Reconnaissance des impôts différés
- 1.8 Dépréciation des actifs de l'UGT Courrier de La Poste
- 1.9 Compte de résultat à périmètre et change constants

1.1 Emissions obligataires

Sur le premier semestre 2022, le groupe La Poste a procédé à plusieurs émissions obligataires qui répondent aux critères de classification en instruments de dettes prévus par les normes IFRS 9 et IAS 32 qui sont détaillées ci-après.

Emissions obligataires La Poste

Sur le premier semestre 2022, le Groupe a réalisé les deux abondements suivants :

- le 21 janvier 2022 sur la souche obligataire à échéance du 17/09/2034, pour un montant de 100 millions d'euros, au taux de 1%,
- le 30 mai 2022 sur la souche obligataire à échéance du 21/10/2026, pour un montant de 150 millions d'euros, au taux de 0,625%.

Emissions obligataires La Banque Postale

La Banque Postale Home Loan SFH, filiale de La Banque Postale dédiée au refinancement des portefeuilles de prêts immobiliers octroyés par son réseau en France, a émis une obligation sécurisée « verte » le 4 mai 2022. Cette émission obligataire d'un montant de 750 millions d'euros a été réalisée sous la forme d'un *covered bond* à 8 ans, avec un spread final de MS + 4 bps et un coupon fixe de 1,625 %.

Emission obligataire CNP

CNP assurances a émis le 27 janvier 2022 une dette obligataire subordonnée *Restricted Tier 3* d'un montant de 500 millions d'euros, de maturité 7 ans à taux fixe de 1,25%.

1.2 Principales acquisitions

CitySprint

Le groupe La Poste (branche GeoPost) a pris le contrôle en janvier 2022 de la société CitySprint, premier opérateur de course et de livraison urgente de Grande Bretagne. La prise de contrôle avec 100% des titres a généré un écart d'acquisition estimé provisoirement à 249 millions de Livres Sterling (290 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2022). Le volume d'activité de la société au cours du semestre représente 98 millions d'euros.

Scalefast

Le groupe La Poste (UGT Asendia / branche GeoPost) a pris le contrôle en juin 2022 de la société Scalefast, fournisseur de solutions e-commerce globales, en

acquérant 100% des titres. L'écart d'acquisition provisoire lié à cette prise de contrôle a été estimé à 267 millions de dollars US (255 millions d'euros).

SCI Lamartine

Dans le cadre de l'activité de placement d'assurance, CNP Assurances (branche La banque Postale) a acquis le 9 mars 2022 auprès de CDC Habitat un portefeuille de plus de 7 600 logements à loyers abordables et à haute qualité environnementale d'une valeur de 2,4 Milliards d'euros.

1.3 Rachat des intérêts minoritaires de CNP Assurances

Tout au long du premier semestre, le groupe La Poste a racheté progressivement les intérêts minoritaires de CNP assurances pour atteindre le pourcentage de détention de 100% au 30 juin 2022 :

- mars : acquisition de 6,3 % du capital,
- mai : OPA simplifiée réalisée par La Banque Postale au prix de 20,90€ par action (dividende de 1€ détaché au profit des minoritaires).
- juin : mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire permettant à La Banque Postale d'être actionnaire à 100%.

Le résultat du premier semestre réalisé par CNP Assurances a été attribué au Groupe La Poste selon le rythme d'acquisition du capital de la société au cours de cette période et au taux moyen de détention de 87,64%. Conformément à IFRS 10, CNP Assurances étant déjà sous le contrôle exclusif du Groupe, ces acquisitions de titres constituent des rachats d'intérêts minoritaires traités dans les capitaux propres en générant une diminution des intérêts minoritaires pour leur valeur comptable, soit 3 462 millions d'euros et en augmentant les capitaux propres part du groupe de 389 millions d'euros correspondant à l'excédent de cette valeur comptable sur le prix payé.

1.4 Cessions de AEW Europe SA et Ostrum Asset Management

Le 13 mai dernier, ont été finalisées les cessions au groupe BPCE des participations de La Banque Postale dans AEW Europe SA (40%) et Ostrum Asset Management (45%) générant ainsi un produit de 60 millions d'euros dans le résultat net part du groupe. Pour mémoire, au 31 décembre 2021, ces deux participations étaient

présentées au bilan en actifs non courants destinés à être cédés.

1.5 Projet de cession de DPD Russie

Après avoir indiqué dès le 28 février 2022, la suspension de tous les flux en direction et en provenance de la Russie, le groupe La Poste a annoncé au cours du premier semestre 2022 sa volonté de se retirer complètement du marché russe.

En conséquence la totalité des actifs et passifs de cette société ont été classés en actifs et passifs destinés à être cédés au 30 juin 2022 pour des montants respectifs de 52 millions d'euros et 66 millions d'euros après dépréciation.

Compte tenu du contexte général, des difficultés de la filiale et des risques liés à cette cession, l'écart d'acquisition ainsi que les immobilisations incorporelles et corporelles de DPD Russie ont été intégralement dépréciés sur le semestre pour un montant total de 10 339 millions de roubles, converti au cours du 5 mai 2022 (65,87 roubles /€), date du conseil d'administration décidant la cession de DPD Russie, soit un montant de 157 millions d'euros (dont 104 millions d'euros au titre de l'écart d'acquisition). La dépréciation au bilan de ces actifs, convertie au taux du change du 30 juin 2022 (55,03 roubles /€) s'élève à 188 millions d'euros.

La réserve de conversion incluse dans les capitaux propres s'élève à 17 millions d'euros au 30 juin 2022. Elle matérialise l'incidence de l'évolution favorable du cours du rouble depuis l'entrée de DPD Russie dans le périmètre de consolidation. Lorsque la cession de la société sera effective, le montant de cette réserve de conversion sera recyclé en résultat.

1.6 Projet de cession de CNP Partners

Dans le cadre d'un plan de rationalisation de ses activités européennes, CNP Assurances a signé le 5 mai 2022 un contrat de cession de sa filiale espagnole CNP Partners. La réalisation de cette cession restant soumise à certaines conditions suspensives comme notamment l'approbation des autorités réglementaires prudentielles, elle est présentée au bilan du 30 juin 2022 en actifs et passifs non courants destinés à être cédés pour des montants respectifs de 2 054 millions d'euros et 1 983 millions d'euros.

Suite à ce classement, le résultat a été impacté à hauteur de 32 millions d'euros.

1.7 Reconnaissance des impôts différés

Le rachat des intérêts minoritaires de CNP Assurances (voir note 1.3) permet de prendre en compte l'entrée de cette société dans le groupe d'intégration fiscale de La Poste à compter de l'exercice 2023 et améliore de

manière très significative ses prévisions de résultat fiscal. Ainsi, sur la base des meilleures prévisions à date, le déficit reportable du groupe d'intégration fiscale pourra être absorbé dans un délai inférieur à 5 ans. En conséquence le Groupe reconnaît dans les comptes du premier semestre 2022 l'intégralité des impôts différés actifs au titre du déficit reportable ainsi que les impôts différés au titre des autres différences temporaires lorsqu'il est prévu que celles-ci se dénouent dans un délai de 10 ans.

A ce titre, le produit enregistré dans les comptes du semestre sur la ligne impôts s'élève à 903 millions d'euros (incidence sur la situation au 1^{er} janvier 2022).

1.8 Dépréciation des actifs de l'UGT Courrier de La Poste

Malgré la compensation obtenue de l'Etat en 2021 au titre du Service Universel Postal, en cours de notification auprès de la Commission européenne, le business plan de l'UGT Courrier de La Poste s'est fortement dégradé en 2022 essentiellement en raison de la forte accélération de l'inflation subie au cours du premier semestre 2022. Cette inflation, dont il est prévu qu'elle se maintienne à un niveau élevé pendant encore un certain temps, génère une forte augmentation des coûts sur l'horizon du business plan qui ne peut être que très partiellement reportée sur les tarifs.

Le test de perte de valeur de cette UGT, réalisé sur la base du business plan ainsi actualisé au mieux des prévisions sur 5 ans, conduit à déprécier la totalité des actifs immobilisés de cette UGT, soit un montant total de 912 millions d'euros. Ces actifs sont constitués exclusivement d'éléments amortissables, principalement des logiciels, des matériels industriels, des agencements ainsi que des droits d'utilisation sur des immeubles et véhicules enregistrés conformément à la norme IFRS 16.

Le taux de croissance normatif retenu est de -5% et prend en compte la baisse structurelle des volumes de cette activité. Le résultat du test est très peu sensible à la variation de ce paramètre.

La dépréciation enregistrée dans les comptes semestriels 2022 se décompose ainsi :

- Immobilisations incorporelles : 195 millions d'euros ;
- Immobilisations corporelles : 250 millions d'euros ;
- Droits d'utilisation : 467 millions d'euros.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur les immeubles et les véhicules en pleine propriété appartenant à un autre secteur du Groupe et utilisés par l'UGT Courrier, actifs dont la valeur de marché est appréciée comme supérieure à la valeur nette comptable.

1.9 Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	S1 2022	S1 2021
Chiffre d'affaires et PNB	17 481	16 857	17 152	16 911
Achats et autres charges	(7 760)	(7 318)	(7 537)	(7 311)
Charges de personnel	(6 919)	(7 106)	(6 861)	(7 112)
Impôts et taxes	(341)	(327)	(341)	(327)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(2 338)	(1 240)	(2 326)	(1 267)
Autres charges et produits opérationnels	238	246	237	238
Résultat des cessions d'actifs	67	7	67	6
Charges opérationnelles nettes	(17 053)	(15 738)	(16 760)	(15 772)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	17	26	6	23
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	445	1 145	398	1 163

NOTE 2 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales. Le Groupe La Poste est un grand groupe multi-métier de services.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2022 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 29 juillet 2022).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2022 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/ind_ex_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2022 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2021. À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2022 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2021. Ces principes sont exposés en note 3 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2021.

2.1.1 Normes et interprétations appliquées par le groupe à compter du 1^{er} janvier 2022

Par rapport aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2021, le Groupe a mis en œuvre les normes, interprétations et décisions définitives de l'IFRS IC d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à compter du 1^{er} janvier 2022. L'évolution la plus notable pour le Groupe concerne la définition des coûts de réalisation d'un contrat onéreux tel que défini par la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels, actifs éventuels aboutissant à inclure une allocation des coûts directs en plus des coûts incrémentaux. Cette évolution n'a toutefois pas eu d'impact significatif.

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2022 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2022.

2.1.3 Projet IFRS 17

La norme IFRS 17 a des implications significatives pour CNP Assurances : elle modifiera la présentation du bilan ainsi que des annexes aux états financiers ; définira une nouvelle présentation du résultat (distinguant une marge d'assurance, résultante notamment de l'amortissement de la CSM, et un résultat financier, résultant des produits des placements et des charges financières d'assurance) ; elle impliquerait également une réorganisation majeure des processus de gestion, et notamment les outils de comptabilité et de reporting ; de même, les outils de modélisation actuariels devraient être impactés ; enfin, l'organisation interne concernant le processus d'établissement des comptes devra être ajustée. De nouveaux processus de valorisation, de consolidation et de reporting devront être mis en place.

Les impacts relatifs à la norme IFRS 17 font l'objet d'une analyse par le Groupe incluant celle de la norme IFRS 9 implémentée en même temps sur le périmètre de l'assurance.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- le calcul des engagements envers le personnel,
- l'estimation des provisions pour risques et charges,
- le calcul des droits d'utilisation et des passifs de location,
- l'évaluation des écarts acquisition et des différents actifs ou passifs lors des regroupements d'entreprises,
- les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles,
- l'estimation des provisions techniques des activités bancaires et d'assurance (dont la provision épargne logement),
- l'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés,
- les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit,
- les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place,
- les hypothèses et estimations retenues concernant la crise en Ukraine et ses effets macro-économiques induits comme l'inflation.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2021.

1er semestre 2022 (en millions d'euros)	Services-Courier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	4 097	7 431	4 168	1 688	37	1	59		17 481
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	993	54	14	1 591	385	640		(3 676)	0
Produits opérationnels	5 090	7 485	4 182	3 279	422	640	59	(3 676)	17 481
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	14	3	(0)	0			17
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(699)	296	915	203	24	(93)	(201)	(1)	445
Résultat financier							(101)		(101)
Impôt sur le résultat							737		737
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	0	(34)	(0)	0	1	(0)			(33)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ									1 048
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(1 013)	(557)	(429)	(39)	(223)	(76)			(2 338)
Actifs sectoriels	3 199	12 406	751 834	1 684	4 323	12 013	(7 430)		778 028

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

1er semestre 2021 retraité ^(b) (en millions d'euros)	Services-Courier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	4 053	7 139	3 961	1 686	16	1			16 857
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	1 154	46	13	1 637	391	644		(3 884)	0
Produits opérationnels	5 207	7 185	3 974	3 323	407	645	0	(3 884)	16 857
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	27	(2)	(0)	0			26
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	157	567	755	88	20	(73)	(368)	(0)	1 145
Résultat financier							(108)		(108)
Impôt sur le résultat							(312)	0	(312)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	(1)	3	2	0	1	0			6
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ									731
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(116)	(348)	(428)	(41)	(230)	(78)			(1 240)
Actifs sectoriels	2 883	10 977	753 019	1 395	4 298	10 472	(6 551)		776 493

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

(b) L'information sectorielle du premier semestre 2021 est retraitée en fonction de la nouvelle organisation mise en place en 2021.

2021	Services-Courier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
<i>(en millions d'euros)</i>									
Chiffre d'affaires & PNB Externe	8 353	14 598	7 992	3 510	36	4	117		34 609
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	2 267	103	25	3 213	787	1 255		(7 651)	0
Produits opérationnels	10 620	14 701	8 017	6 723	824	1 258	117	(7 651)	34 609
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	0	3	89	(5)	0	0			87
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 246	1 057	1 642	155	95	(266)	(505)	7	3 431
Résultat financier							(202)		(202)
Impôt sur le résultat							(620)	0	(620)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	(1)	(21)	10	0	2	(1)		0	(12)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ									2 597
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	605	(736)	(912)	(103)	(465)	(160)			(1 772)
Actifs sectoriels	3 968	12 005	771 794	1 608	4 397	10 103	(7 510)		796 365

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Services-Courrier-Colis	4 097	4 053	8 353
GeoPost	7 431	7 139	14 598
Grand Public et Numérique	1 688	1 686	3 510
Immobilier & Supports	96	18	157
TOTAL	13 313	12 896	26 617

Le chiffre d'affaires total comprend notamment en 2022 :

- La compensation au titre du Service Universel Postal pour 260 millions d'euros, répartie entre les branches en fonction de leur contribution au coût du Service Universel Postal (152 millions d'euros pour la branche Service Courrier Colis, 87 millions d'euros pour la branche Grand Public Numérique et 21 millions d'euros pour la partie Supports),
- La compensation obtenue de l'Etat au titre de l'aménagement du territoire pour 37 millions d'euros est inscrite sur la ligne « Immobilier et Supports ».

Le chiffre d'affaires GeoPost comprend l'activité e-commerce réalisée par la filiale Asendia.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Intérêts et produits assimilés	3 718	2 630	5 825
Intérêts et charges assimilés	(1 162)	(977)	(1 879)
Produits de commissions	1 112	1 119	2 203
Charges de commissions	(1 849)	(1 650)	(3 460)
Gains ou pertes nets	(13 351)	8 494	12 758
- Instruments financiers à la juste valeur par le résultat	(12 195)	8 843	13 966
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	(1 174)	(349)	(1 208)
- Décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	18	0	0
Produits des autres activités	20 982	17 194	33 467
Charges des autres activités	(6 840)	(22 142)	(39 847)
Impact de l'approche par superposition (effet brut)	1 559	(707)	(1 074)
TOTAL	4 168	3 961	7 992

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Services extérieurs et sous-traitance générale	2 074	1 868	4 126
Achats	536	507	1 146
Sous-traitance transport	3 905	3 815	7 772
Prestations du courrier international	254	274	535
Locations ^(a)	215	171	364
Entretiens et réparations	316	300	636
Frais de télécommunications	104	107	215
Déplacements, missions	71	41	110
Autres charges	285	235	587
TOTAL	7 760	7 318	15 490

(a) Cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur principalement), ainsi que les charges locatives (voir note 13.3).

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût:

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Salaires, traitements, primes et indemnités	5 378	5 336	10 647
Cotisations retraites	257	416	634
Autres charges sociales	1 026	1 010	1 953
Prestations d'actions sociales	126	110	217
Variation des provisions postérieures à l'emploi ^(a)	1	4	27
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	5	(1)	1
Variation des autres provisions sur le personnel	(242)	(147)	(43)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	369	379	718
TOTAL	6 919	7 106	14 154
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	233 814	245 714	244 980

(a) A l'exception des écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global (voir tableau de variation des capitaux propres).

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006 du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Impôts locaux	(86)	(89)	(119)
Autres impôts et taxes ^(a)	(255)	(237)	(329)
IMPÔTS ET TAXES	(341)	(327)	(449)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs	(1 117)	(162)	838
- écarts d'acquisition ^(b)	(104)	0	0
- droits d'utilisation ^(c)	(482)	(14)	406
- immobilisations corporelles et incorporelles ^(c)	(525)	(137)	460
- actif circulant	(6)	(12)	(29)
Amortissements nets ^(c)	(1 165)	(984)	(2 302)
Provisions pour risques et charges ^(d)	34	4	(39)
Coût du risque des activités bancaires	(90)	(98)	(268)
AMORTISSEMENTS, PROVISIONS et PERTES DE VALEUR	(2 338)	(1 240)	(1 772)
Production immobilisée ^(e)	187	163	427
Redevances	(42)	(36)	(71)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ^(f)	2	19	18
Autres produits et charges opérationnels courants	91	101	202
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	238	246	577

(a) Dont en 2022, 40 millions d'euros au titre de la TVA non déductible sur les contrats de location et dont en 2021, 92 millions d'euros.

(b) Dépréciation de DPD Russie pour 104 millions d'euros (voir note 1.5).

(c) Une ventilation des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est présentée dans les notes 12 et 13. Les pertes de valeur concernent essentiellement l'UGT Courrier (voir note 1.8), DPD Russie (voir note 1.5) et CNP Partners (voir note 1.6).

(d) Les mouvements de provisions pour risques et charges sont détaillés dans la note 17.

(e) La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

(f) En 2021, 18 millions d'euros liés à la prise de contrôle de Speedy.

Concernant le coût du risque de La Banque Postale, l'invasion du territoire ukrainien par les troupes russes le 24 février 2022 a fait évoluer les conditions macroéconomiques depuis le 31 décembre 2021. Pour des raisons opérationnelles, les scénarios utilisés sont restés ceux du 31 décembre et de ce fait ne reflètent qu'imparfaitement ces évolutions. Néanmoins, La Banque Postale présentait des marges de prudence, notamment sur le segment des Entreprises, ayant permis d'absorber une hausse de la sinistralité et a mis en place des mesures de surveillance complémentaires pour anticiper les effets de la crise sur certaines catégories de clientèle comme par exemple les clients fragiles ou à revenus modestes particulièrement impactés par l'inflation (51 millions d'euros).

NOTE 9

RESULTAT FINANCIER

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(62)	(83)	(162)
Charges d'intérêts sur passifs de location	(37)	(38)	(74)
Variation de la juste valeur des emprunts ^(b) et des swaps liés à la dette	(9)	1	3
Produits de trésorerie ^(c)	(0)	(1)	(0)
TOTAL	(109)	(121)	(233)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Hors effet de la variation du risque de crédit propre sur les emprunts, comptabilisé en « Autres éléments du résultat global ».

(c) Y compris variation de juste valeur d'actifs de trésorerie ou d'actifs financiers.

9.2 Autres éléments financiers

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel et rendement des actifs de régime	(1)	1	2
Gains nets de change	7	1	(2)
Autres produits et charges financiers	2	11	32
TOTAL	8	13	31

Au 31 décembre 2021, une plus-value de cession de 27 millions d'euros portait sur des titres non consolidés détenus au sein de la branche GeoPost.

NOTE 10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
(Charge) d'impôt courant	(423)	(468)	(918)
(Charge) / produit d'impôt différé	1 160	156	298
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	737	(312)	(620)

La charge d'impôt courant correspond aux montants payés ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021	2021
Résultat net part du Groupe	883	525	2 069
Quote-part des sociétés mises en équivalence	16	(32)	(75)
Impôt sur le résultat	(737)	312	620
Part revenant aux minoritaires	164	206	528
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	326	1 011	3 142
taux d'IS	25,83%	28,41%	28,41%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(84)	(287)	(893)
Reconnaissance des impôts différés liée à l'entrée prochaine de CNP Assurances dans le groupe d'intégration fiscale de La Poste (voir note 1.7)	903		
Création (limitation) des impôts différés actifs	(4)	22	258
Mouvements sur la dépréciation des actifs de l'UGT Courrier (voir note 1.8)	(6)		256
Autres création (limitation) des impôts différés actifs	2	22	2
Différentiel de taux des filiales étrangères	(14)	26	(7)
Taux réduit sur plus-values	47		33
Dividendes et quote-part de résultat des sociétés transparentes fiscalement	(8)	(26)	(12)
Déficits créés non utilisés ou déficits anciens utilisés (hors intégration fiscale)	(23)	(3)	(4)
Dépréciation de DPD Russie (voir note 1.5)	(40)		
Cotisations bancaires non déductibles	(24)	(25)	(27)
Autres éléments	(16)	(19)	31
Retraitements de l'impôt	821	(25)	272
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	737	(312)	(620)

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros) UGT	Secteur	30/06/2022	31/12/2021
DPD Europe	GeoPost	2 883	2 885
Numérique	Grand Public et Numérique	548	539
Asendia ^(b)	GeoPost	464	204
CitySprint ^(a)	GeoPost	290	0
Pôle Santé	Services-Courrier-Colis	191	185
Mediapost	Services-Courrier-Colis	163	148
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
Speedy	GeoPost	93	93
DPD Russie ^(c)	GeoPost	(0)	80
EDE	Services-Courrier-Colis	67	67
Lenton Group	GeoPost	52	48
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	27	27
JadLog	GeoPost	26	22
La Banque Postale Asset Management	La Banque Postale	20	20
Stuart	GeoPost	13	13
CNP	La Banque Postale	1	0
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	30	30
Autres sociétés Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	9	9
Autres sociétés Immobilier et Supports	Immobilier et Supports	4	0
TOTAL		4 974	4 464
Services-Courrier-Colis		429	408
GeoPost		3 850	3 375
La Banque Postale		143	142
Grand Public et Numérique		548	539
Immobilier et Supports		4	0

(a) Acquisition de CitySprint en janvier 2022, voir note 1.2.

(b) Acquisition de Scalefast en juin 2022 générant un goodwill complémentaire de 255 millions d'euros, voir note 1.2.

(c) Dépréciation de l'écart d'acquisition de DPD Russie, voir note 1.5.

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	S1 2022	2021
Solde en début de période	4 464	4 175
dont : Valeur brute	4 767	4 470
Dépréciation	(302)	(295)
Acquisitions ^(a)	589	311
Écarts de conversion ^(b)	45	27
Pertes de valeur ^(c)	(124)	0
Autres	0	0
Sorties ^(d)	0	(49)
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	4 974	4 464
dont : Valeur brute	5 201	4 767
Dépréciation	(226)	(302)

(a) Dont au cours du premier semestre 2022, dans le secteur GeoPost, les acquisitions de CitySprint pour 290 millions d'euros, et Scalefast (UGT Asendia) pour 255 millions d'euros.

Et dont en 2021, dans le secteur GeoPost, la prise de contrôle de Speedy AD générant une augmentation de 93 millions d'euros, l'acquisition de Transporte Integral de Paqueteria S.A. pour 48 millions d'euros, ainsi que l'acquisition de Epicery SAS pour 13 millions d'euros. Des acquisitions dans le secteur Grand Public Numérique : Bortal pour 22 millions d'euros, Open Value pour 17 millions d'euros et Docaposte Trust & Sign pour 35 millions d'euros. Et des acquisitions dans le secteur Services-Courrier-Colis du pôle Asten santé pour 27 millions d'euros et de TimeOne Group pour 27 millions d'euros.

(b) Dont au cours du premier semestre 2022, DPD Russie pour +44 millions d'euros.

Et dont en 2021, DPD Russie pour +5 millions d'euros, GP Intermediate Holdings pour +8 millions d'euros, Asendia USA pour +4 millions d'euros.

(c) Dont au cours du premier semestre 2022, dépréciation totale de l'écart d'acquisition de DPD Russie pour 124 millions d'euros, soit 6 800 millions de roubles convertis au cours de clôture. La charge au compte de résultat a été convertie au taux du jour de la décision (charge de 104 millions d'euros). voir note 1.5.

(d) Dont au cours du premier semestre 2021, la cession de Tigers pour -48 millions d'euros.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2021	11 276	15 741	27 017
Acquisitions	281	458	738
Cessions	(5)	(162)	(168)
Variations de périmètre	50	31	81
Transferts	(1)	(112)	(113)
Ecart de conversion	919	14	933
SOLDE AU 30/06/2022	12 519	15 970	28 489
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2021	(5 143)	(8 950)	(14 093)
Amortissement de la période	(530)	(394)	(924)
Pertes de valeur ^(a)	(251)	(285)	(537)
Reprises de perte de valeur	1	19	20
Reprises sur cessions	3	121	124
Variations de périmètre	(35)	(38)	(73)
Transferts	58	76	134
Ecart de conversion	(143)	(8)	(150)
SOLDE AU 30/06/2022	(6 040)	(9 460)	(15 500)
VALEURS NETTES			
Au 31/12/2021	6 133	6 792	12 925
AU 30/06/2022	6 478	6 511	12 989

(a) Dont au cours du premier semestre 2022, dépréciation des actifs de l'UGT Courrier de La Poste (immobilisations incorporelles pour 194 millions d'euros et immobilisations corporelles pour 250 millions d'euros), dépréciations des actifs de DPD Russie (immobilisations incorporelles pour 25 millions d'euros et immobilisations corporelles pour 21 millions d'euros, après conversion au taux de clôture) et CNP Partners (voir note 1.6).

Les lignes « Transferts » correspondent aux mises en service d'immobilisations et à des reclassements vers d'autres postes d'actifs.

Les actifs « Droits d'utilisation », résultant de l'application de la norme IFRS 16, sont détaillés en note 13.

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION

- 13.1** Droits d'utilisation
- 13.2** Passifs de location
- 13.3** Effet des contrats de location sur le compte de résultat
- 13.4** Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

13.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se détaillent comme suit par nature d'actifs loués :

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres	Valeur Nette
Solde au 31/12/2021	3 141	215	334	11	3 700
Augmentation	457	44	53	4	558
Diminution	(24)	4	(2)	0	(22)
Amortissement	(321)	(36)	(64)	(3)	(424)
Provision pour dépréciation ^(a)	(459)	(0)	(23)	0	(482)
Variations de périmètre et écarts de conversion	5	(1)	(4)	(0)	(0)
Autres	161	1	(0)	(0)	161
Actifs destinés à être cédés	(182)	(1)	0	0	(182)
SOLDE AU 30/06/2022	2 778	225	293	11	3 308

(a) Dont dépréciation de 467 millions d'euros au titre de l'UGT Courrier de La Poste et 18 millions pour DPD Russie (après conversion au taux de clôture).

13.2 Passifs de location

Les éléments relatifs aux passifs de location sont présentés en note 18 pour les activités industrielles et commerciales. Les passifs de location des activités bancaires s'élèvent à 145 millions d'euros (153 millions d'euros en 2021) et sont intégrés dans le poste « Autres passifs financiers et compte de régularisation » des « Passifs financiers des activités bancaires et d'assurance » en note 21 (ligne « Créiteurs divers »).

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021
Charges opérationnelles nettes	1 161	615
Loyers des locations de courte durée	59	55
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	30	21
Charges locatives	102	68
TVA non déductible sur loyers	44	40
Amortissement des droits d'utilisation	423	388
Dépréciation (reprise de dépréciation) des droits d'utilisation ^(a)	482	14
Autres ^(b)	20	29
Coût de l'endettement financier net	37	38
Charges d'intérêts sur passifs de location	37	38
TOTAL	1 198	653

(a) Dont dépréciation des droits d'utilisation de l'UGT Courrier de La Poste pour 467 millions d'euros et de DPD Russie pour 15 millions d'euros (après conversion au cours du jour de la décision de cession, voir note 1.5).

(b) Dont au cours du premier semestre 2022, 19 millions d'euros provenant de CNP Assurances et 6 millions d'euros de La Banque Postale SA. Et dont au cours du premier semestre 2021, 18 millions d'euros provenant de CNP Assurances et 5 millions d'euros de La Banque Postale SA.

13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	S1 2022	S1 2021
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	255	213
Loyers des locations de courte durée	59	55
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	30	21
Charges locatives	102	68
TVA non déductible sur loyers	44	40
Autres	20	29
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	462	420
Intérêts financiers versés sur passifs de location	37	38
Remboursements des passifs de location (yc provenant de la branche La Banque Postale)	425	382
TOTAL DECAISSEMENT	717	633

NOTE 14 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Holding d'infra structures Gazières ^(a)	Arial CNP Assurances	XSS Administradora de consórcio ^(b)	Autres filiales Assurances	Yurtici Kargo	Ninja Logistics	Aramex PJSC ^(c)	Pôle immobilier	Autres	TOTAL Titres mis en équivalence (actif)	La Poste Mobile ^(d)
Nature du contrôle	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée	Entr. associées ou contr. conj.			Contrôle conjoint
Solde au 31/12/2021	803	47	43	54	17	410	432	44	48	1 900	(51)
Résultats de l'exercice	11	0	(1)	15	7	(44)	6	1	(2)	(7)	3
Distributions de dividendes	0	0	0	(6)	0	0	(11)	(0)	(0)	(17)	0
Var. jv sur instr. financiers	0	(2)	(0)	(2)	0	0	0	0	0	(4)	0
Var. de périm. et % de contrôle	0	0	0	1	0	5	48	(1)	3	56	0
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0
Autres variations	16	(0)	0	(1)	(0)	0	0	1	0	16	0
Ecart de conversion	0	0	7	1	(2)	17	37	0	1	61	0
SOLDE AU 30/06/2022	830	45	49	62	22	389	511	44	51	2 005	(49)

(a) Cette participation constitue un placement des activités d'assurance. Le résultat de cette participation est présenté en PNB, dans la ligne produits des autres activités, soit au même niveau que la rétrocession aux assurés associée (Participation aux Bénéfices Différée présentée en charges des autres activités).

(b) Société commune créée en 2021 par CNP Assurances avec la société brésilienne CNP Assurances Participações Ltda dans le cadre d'un nouvel accord de distribution exclusif.

(c) Augmentation de la participation au premier semestre 2022 qui est passé de 25% à 28%.

(d) Comptabilisé en « Provisions pour risques et charges » (voir note 17).

NOTE 15 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2022		31/12/2021	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	359	0	333
Instruments financiers dérivés	22	0	13	43
Actifs financiers de placement de la trésorerie	480	0	351	0
Autres actifs financiers nets	97	201	72	124
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	599	560	436	500
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	180		142	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	45		48	
TOTAL STOCKS ET ENCOURS	225		190	
Créances clients et comptes rattachés nets	3 503		3 521	
Créances sur opérations du courrier international ^(a)	771		789	
Créances sur l'Etat au titre des produits relatifs au Service Universel Postal et à l'aménagement du territoire ^(b)	891		594	
Autres créances	620		650	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	5 785		5 554	
Équivalents de trésorerie	1 670		1 487	
Caisse et disponibilités	1 337		1 409	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 007		2 895	

(a) Les créances du courrier international (771 millions d'euros) sont détenues essentiellement envers les offices postaux étrangers au titre de la distribution en France du courrier confié par ces offices postaux.

(b) Les créances sur l'Etat au titre des produits relatifs au Service Universel Postal et à l'aménagement du territoire correspondent aux compensations obtenues de l'Etat pour l'année 2021 et le premier semestre 2022. Leur règlement est en attente de la finalisation du processus de validation par la Commission européenne.

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie :

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Titres obligataires	100	0
Comptes à terme débloqués à plus de 3 mois	150	70
OPCVM	230	230
Titres de créances négociables (échéances de 3 à 12 mois)	0	50
TOTAL	480	351

Instruments financiers dérivés

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 18.3.

NOTE 16 ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Banques centrales	45 589	49 696
Caisse (y compris encaisse des bureaux de Poste)	1 008	1 116
Caisse, banques centrales	46 596	50 812
Instruments de dettes	165 221	177 291
Instruments de capitaux propres	38 578	44 101
Prêts et avances	6 134	7 807
Instruments dérivés	5 519	2 221
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	215 451	231 420
Instruments de taux d'intérêts et de devises	645	967
Instruments de devises	163	55
Instruments dérivés de couverture	807	1 022
Actions et autres titres à revenu variable	189	189
Autres titres détenus à long terme	1	0
Effets publics et valeurs assimilés	108 282	122 875
Obligations et autres titres de dettes	97 576	105 246
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	206 046	228 310
Effets publics et valeurs assimilés	23 591	22 153
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 473	1 321
Titres subordonnés	6	6
Titres au coût amorti	25 071	23 480
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	2 555	2 261
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	64 439	65 484
Prêts subordonnés	78	78
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	67 073	67 823
Prêts et créances sur la clientèle à vue	5 286	5 364
Prêts et créances sur la clientèle à terme	120 805	114 291
<i>dont crédits à l'habitat (y compris créances douteuses)</i>	<i>87 246</i>	<i>84 677</i>
Opérations de location financement	3 529	3 458
Prêts subordonnés à la clientèle	8	5
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	129 628	123 117
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	210	101
Actifs divers	8 468	4 739
Autres actifs d'assurance	29 077	26 496
Comptes de régularisation actif	2 309	1 914
Autres actifs financiers, comptes de régularisation	39 854	33 149
Participation aux bénéfices différée active	2 734	0
Immeubles de placement	5 638	3 393
ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE	739 108	762 627

La publication du taux LIBOR USD (échéances : au jour le jour, un, trois, six et douze mois) selon son format actuel devrait s'arrêter à fin juin 2023. Le groupe La Banque Postale a pour objectif de migrer ces contrats au plus tard à cette date. Au 30 juin 2022, le groupe La Banque Postale est exposé au LIBOR USD à hauteur de 1 075 millions d'euros pour le nominal des dérivés aussi bien actifs que passifs (voir note 21), et respectivement 223 millions d'euros et 538 millions d'euros pour la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers (voir note 21).

NOTE 17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 30 juin 2022, les **autres provisions pour risques et charges** se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	8	14	116	138
Provisions courantes	50	291	337	678
Solde au 31/12/2021	58	305	453	816
Dotations de la période	19	12	116	148
Reprises pour utilisation	(11)	(6)	(133)	(150)
Reprises de provisions devenues sans objet	(4)	(15)	(14)	(33)
Autres mouvements	1	18	11	30
Provisions non courantes	14	6	100	120
Provisions courantes	50	308	334	692
SOLDE au 30/06/2022	64	314	434	812

Les provisions pour litiges sociaux concernent tous les litiges salariaux (prud'hommes, etc.) ainsi que les redressements ou litiges en cours avec des organismes sociaux.

Les provisions pour autres litiges sont relatives à des litiges portés devant les juridictions administratives, civiles ou commerciales.

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2022 :

- une provision correspondant à la situation nette négative des sociétés mises en équivalence pour 51 millions d'euros, contre 51 millions d'euros au 31 décembre 2021 (voir note 14) ;
- divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe.

NOTE 18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

18.1 Détail des dettes financières

18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée

18.3 Instruments dérivés liés à l'activité industrielle et commerciale

18.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2022		31/12/2021	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	717	8 386	451	8 522
Emprunts obligataires	421	8 192	0	8 369
Bons La Poste	52	0	52	0
Billets de trésorerie	155		300	
Concours bancaires courants	32		26	
Dépôts et cautionnements reçus	23	41	34	44
Autres dettes au coût amorti	35	153	39	108
Emprunts obligataires en juste valeur sur option	601	0	0	622
Emprunts couverts	0	480		440
Dette subordonnée		480		440
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	21	9	12	24
Intérêts courus non échus sur emprunts	65		77	
Totaux	1 404	8 876	541	9 608
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DETTES FINANCIÈRES	10 280		10 149	
Passifs de location (a)	777	3 061	741	3 019
PASSIFS DE LOCATION	3 839		3 760	

(a) La répartition des passifs de location par devises au 30 juin 2022 est la suivante : Euros 2 873 millions d'euros, Livre Sterling 691 millions d'euros, autres devises 275 millions d'euros.
La répartition des passifs de location par devises au 31 décembre 2021 est la suivante : Euros 2 899 millions d'euros, Livre Sterling 696 millions d'euros, autres devises 165 millions d'euros.

18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée

Les emprunts obligataires et les titres subordonnés, hors intérêts non échus, ont évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Dette subordonnée couverte	Total
Solde au 31/12/2021	8 369	622	440	9 431
Nouveaux emprunts	250			250
Remboursements				0
Variation du risque de crédit		1		1
Autres variations	(7)	(22)	40	11
SOLDE au 30/06/2022	8 612	601	480	9 693

18.3 Instruments dérivés liés à l'activité industrielle et commerciale

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2022		Juste valeur au 31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	21	0	54	0
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		0	0	3
Total	21	0	54	3
Dérivés de couverture				
Couverture de flux de trésorerie	16	6	2	22
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE	36	6	56	25
Autres				
Instruments dérivés de change	1	24	2	10
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	37	30	58	36
Reserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	5	0	5	0

NOTE 19 DETTE NETTE DU GROUPE

19.1 Situation de la dette nette du Groupe

19.2 Evolution de la dette nette

19.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2022	31/12/2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	3 007	2 895
Dérivés actifs associés à la dette	15	37	58
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	15	10	3
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	480	351
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale	15	311	369
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 845	3 676
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18.1	8 876	9 608
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18.1	1 404	541
Passifs de location	18.1	3 839	3 760
Dette brute (2)		14 119	13 909
DETTE NETTE (2)-(1)		10 274	10 233
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 Juin 2022		41	

19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	30/06/2022	31/12/2021
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	2 057	2 374
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(1 149)	(2 126)
Neutralisation var. actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	130	51
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie ^(b)		(1 019)	(2 075)
Financements perpétuels classés en capitaux propres ^(c)	TFT	0	198
Dividendes versés aux actionnaires et rémunération des titres subordonnés hybrides	TFT	(438)	(33)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(45)	(556)
Charge nette d'intérêts financiers		(100)	(240)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés		(18)	(13)
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute (yc passifs de location)		(13)	(174)
Variation non cash des dettes de location (IFRS 16)		(490)	(886)
Dette nette de filiales destinées à être cédées		8	(9)
Engagement de versement de dividendes aux minoritaires		3	(34)
Autres éléments ^(d)		15	17
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(1 079)	(1 730)
Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1^{er} janvier		(41)	(1 431)
Dette nette à l'ouverture		(10 233)	(8 802)
Dette nette à la clôture		(10 274)	(10 233)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) Emission en 2021 de titres perpétuels par Asendia.

(d) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises et celle des filiales destinées à être cédées.

NOTE 20 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2021		Var. de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Coût financier net	Autres variations	30/06/2022	
	Courant	Non courant							Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	7	234	0	2	(4)	0	1	(54)	7	179
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	23	711	1	25	(22)	0	2	(47)	22	671
Avantages postérieurs à l'emploi	31	945	1	28	(26)	0	3	(101)	30	850
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	450	1 152	0	5	(232)	0	(2)	0	449	925
Indemnités de rupture	84	61	0	0	(1)	0	0	(0)	83	61
Congés longue maladie / longue durée	39	26	0	0	(5)	0	0	0	37	23
Compte Epargne temps	142	134	0	4	(4)	0	0	0	142	134
Autres avantages à long terme	9	85	(0)	3	(11)	0	0	0	2	85
Autres avantages du personnel	274	306	(0)	7	(21)	0	0	0	263	303
TOTAL	754	2 403	1	40	(279)	0	2	(101)	742	2 079
	3 157								2 820	

NOTE 21 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Dettes représentées par un titre	2 430	2 047
Instruments dérivés	3 419	2 205
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	5 849	4 253
Instruments dérivés de couverture	1 201	333
Dettes envers les établissements de crédit à vue	2 702	1 065
Dettes envers les établissements de crédit à terme	29 984	29 328
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée</i>	20 814	20 576
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	32 685	30 393
Comptes d'épargne à régime spécial	123 085	120 965
<i>dont Livret A</i>	67 128	65 254
<i>dont PEL et CEL</i>	29 948	30 624
Dettes envers la clientèle	117 795	113 618
<i>dont comptes ordinaires créditeurs à vue</i>	87 981	84 981
Dettes envers la clientèle	240 879	234 582
Dettes représentées par un titre	20 482	21 693
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	150	422
Produits constatés d'avance	433	466
Autres comptes de régularisation	1 800	1 557
Dettes de titres	95	95
Dépôts de garantie reçus	2 649	1 007
Créditeurs divers	2 272	2 321
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	9	6
Autres passifs d'assurance	15 432	13 221
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	22 690	18 674
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	382 218	382 564
Participation différée nette aux bénéfices	4 123	31 834
Provisions Epargne Logement ^(a)	177	186
Prov. techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet	386 519	414 584
Dettes subordonnées	10 479	10 110
PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE	720 934	735 044

(a) La provision pour risque épargne logement est destinée à couvrir les conséquences défavorables, pour les établissements de crédit habilités à les recevoir, des dépôts d'épargne logement compte tenu des engagements qu'ils impliquent. Elle fait l'objet d'une reprise de 9 millions d'euros au cours du premier semestre 2022.

Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Contrats d'assurance non vie	9 919	9 627
Contrats d'assurance vie	264 800	261 941
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	249 933	248 849
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire	104 162	107 284
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	94 174	97 942
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire	3 338	3 713
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	382 218	382 564
Participation différée nette aux bénéfices (a)	4 123	31 834
Provisions Epargne Logement	177	186
TOTAL	386 519	414 584

(a) Voir détail ci-dessous.

La provision pour participation différée aux bénéfices résulte de l'application de la "comptabilité reflet". Elle représente la quote-part des assurés des filiales d'assurance-vie dans les plus et moins-values latentes et les dépréciations constatées sur les actifs, lorsque la rémunération des contrats est liée à leur rendement.

NOTE 22 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 841	5 018
Dettes fiscales et sociales	2 269	2 279
Dettes fournisseurs d'immobilisations	587	489
Dettes sur opérations du courrier international	786	818
Avances et acomptes clients	211	160
Autres dettes d'exploitation	365	375
TOTAL	9 060	9 140

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 23 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 23.1** Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres
23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

SI 2022 <i>(en millions d'euros)</i>	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Décompta- bilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres		
Actifs et passifs évalués au coût amorti	841			18	859
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	1 590		(4 182)	(1 175)	(3 767)
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		(13 180)	20	999	(12 161)
Opérations de couverture	125	(15)	55		165
TOTAL	2 556	(13 195)	(4 107)	(158)	(14 904)

23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

30/06/2022 <i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Hiérarchie de juste valeur ^(b)		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Prêts et créances sur la clientèle	129 628	126 102			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	67 073	67 148			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	215 451	215 451	159 472	35 623	20 356
Instruments dérivés de couverture	807	807		807	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	206 046	206 046	196 920	4 734	4 392
Immeubles de placement	5 638	6 198		2 386	
Titres au coût amorti	25 071	22 689			
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	560	560		11	359
Créances clients et autres créances	5 785	5 785			
Autres actifs financiers courants	599	599	230	276	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 007	3 007	632	2 375	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Dettes envers les établissements de crédit	32 685	32 731			
Dettes envers la clientèle	240 879	240 881			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 849	5 849	680	5 169	
Instruments dérivés de couverture	1 201	1 201		1 201	
Dettes représentées par un titre	20 482	20 810			
Dettes subordonnées	10 479	9 468			
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires, dettes financières	14 119	13 196		631	
Dettes fournisseurs et autres dettes	9 060	9 060			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur

JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (Activités bancaires)

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	TOTAL
Ouverture	18 476	3 093	21 570
Gains et pertes enregistrés en résultat	587		587
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres		(716)	(716)
Achats	2 408	2 182	4 590
Ventes	(80)	(18)	(98)
Emissions			0
Remboursements	(949)	(37)	(986)
Transferts vers ou hors niveau 3	3	136	139
Variation de périmètre		0	0
Autres mouvements	(90)	(23)	(113)
CLÔTURE	20 356	4 617	24 973

NOTE 24 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2021 (voir note 36 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021).

NOTE 25 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2021 (voir note 38 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021).

NOTE 26 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Regroupement d'entreprise

Après l'acquisition des activités d'assurance vie d'Aviva en Italie l'année dernière, CNP Assurances poursuit sa stratégie de croissance internationale avec la signature d'un accord avec UniCredit, son partenaire historique, comprenant les éléments suivants :

- Acquisition par CNP Assurances de la participation de 49 % d'UniCredit dans CNP Vita Assicura S.p.A. pour 500 M€, permettant à CNP Assurances de porter sa participation dans CNP Vita Assicura S.p.A à 100 % ;
- Vente de 6,5 % de CNP UniCredit Vita S.p.A. (" CUV ") à UniCredit pour 70 M€, CNP Assurances conservant une participation majoritaire de 51 % dans CUV.

Cette opération permet à CNP Assurances de rationaliser l'organisation de ses activités en Italie et de poursuivre son développement dans le pays.

La finalisation de cette opération est soumise à l'approbation des autorités compétentes.

Rachat d'intérêts minoritaires

Conformément aux dispositions du pacte d'associés, CNP Assurances va acquérir la participation du partenaire Swiss Life dans Assurance (soit 34% du capital), holding de Filassistance International.

Sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises, CNP Assurances, qui détenait déjà 66% du capital d'Assurance, en deviendra l'unique associé d'ici l'automne 2022.

Cette acquisition s'accompagne d'un engagement de continuité du partenariat entre Swiss Life France et Filassistance International.

A l'exception de ces deux événements, le Groupe n'a pas identifié d'autres événements postérieurs à la clôture.

NOTE 27 EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT**27.1 Classification par type d'actifs***a) Actifs financiers au coût amorti**b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables**c) Hors bilan (engagements de financement et de garantie)***27.2 Concentration du risque de crédit par agent économique****27.1 Classification par type d'actifs****a) Actifs financiers au coût amorti**

30/06/2022	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>			
Titres au coût amorti	25 112	(41)	25 071
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	67 077	(4)	67 073
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	131 032	(1 371)	129 661
TOTAL	223 221	(1 417)	221 804

31/12/2021	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>			
Titres au coût amorti	23 516	(37)	23 480
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	67 846	(6)	67 840
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	124 499	(1 346)	123 152
TOTAL	215 861	(1 390)	214 472

	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		TOTAL		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur Nette comptable (a) + (b)
<i>(en millions d'euros)</i>									
Au 31 décembre 2021	205 649	(189)	8 586	(532)	1 627	(669)	215 861	(1 390)	214 472
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(2 920)	10	2 749	(42)	171	(37)	0	(69)	(69)
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	(5 372)	18	5 372	(126)				(108)	(108)
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	2 517	(10)	(2 517)	72				62	62
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	(165)	2			165	(30)		(28)	(28)
Transferts de ECL maturité (Bucket 2) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)			(186)	17	186	(44)		(28)	(28)
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	101				(101)	16		15	15
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2)			80	(5)	(80)	22		17	17
Total après transfert	202 729	(179)	11 334	(575)	1 798	(706)	215 861	(1 459)	214 403
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	6 648	12	926	11	(183)	20	7 390	42	7 431
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	56 528	(109)	2 609	(138)	332	(68)	59 468	(315)	59 153
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(49 820)	122	(1 683)	149	(471)	49	(51 974)	319	(51 656)
Passage à perte					(40)	38	(40)	38	(2)
Modifications des flux ne donnant pas lieu à une décomptabilisation					(4)		(4)		(4)
Variations de périmètre	40						40		40
Autres	(100)	(1)				1	(100)		(100)
Total	209 377	(167)	12 260	(564)	1 614	(686)	223 251	(1 417)	221 834
Impacts des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts	(30)						(30)		(30)
Au 30 Juin 2022	209 347	(167)	12 260	(564)	1 614	(686)	223 221	(1 417)	221 804

b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30/06/2022	
	Juste Valeur	Dont correction de valeur pour pertes
(en millions d'euros)		
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	205 857	(472)
TOTAL	205 857	(472)

	31/12/2021	
	Juste Valeur	Dont correction de valeur pour pertes
(en millions d'euros)		
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	228 121	(465)
TOTAL	228 121	(465)

	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		TOTAL	
	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes
	(en millions d'euros)							
Au 31 décembre 2021	227 742	(456)	379	(9)	0	0	228 121	(465)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total après transfert	227 742	(456)	379	(9)	0	0	228 121	(465)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(22 162)	(10)	(102)	3	0	0	(22 264)	(7)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	37 852		88				37 941	0
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(32 155)		(178)				(32 333)	0
Autres	(27 860)	(10)	(12)	3			(27 871)	(7)
Au 30 Juin 2022	205 579	(466)	278	(6)	0	0	205 857	(472)

c) Hors bilan (Engagements de financement et de garantie)

	30/06/2022		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
(en millions d'euros)			
Engagements de financement et de garantie	30 423		
Provisions pour engagement de financement et de garantie		(110)	
Total des engagements de financement et de garantie	30 423	(110)	30 313

	31/12/2021		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
(en millions d'euros)			
Engagements de financement et de garantie	31 389		
Provisions pour engagement de financement et de garantie		(97)	
Total des engagements de financement et de garantie	31 389	(97)	31 292

	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité		Actifs dépréciés		TOTAL		
	(Bucket 1)		(Bucket 2)		(Bucket 3)				
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur Nette comptable
(en millions d'euros)							(a)	(b)	(a) - (b)
Au 31 Décembre 2021	30 448	(52)	907	(40)	33	(5)	31 389	(97)	31 292
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(1 865)	1	1 865	(3)	0	0	0	(3)	(3)
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	(2 025)	2	2 025	(9)				(6)	(6)
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	161	(2)	(161)	5				3	3
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	(5)	0			5				0
Transferts de ECL maturité (Bucket 2) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)			(3)	0	3				0
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	4	(0)			(4)				0
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2)			4	(0)	(4)				0
Total après transfert	28 583	(51)	2 772	(43)	33	(5)	31 389	(100)	31 289
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(19)	0	(946)	(9)	(0)	(1)	(966)	(10)	(977)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	12 852	(32)	1 109	(42)	12	(3)	13 973	(77)	13 896
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(12 871)	32	(2 056)	33	(13)	2	(14 939)	67	(14 872)
Au 30 Juin 2022	28 564	(51)	1 826	(53)	33	(6)	30 423	(110)	30 313

27.2 Concentration du risque de crédit par agent économique

	Au 30/06/2022			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail ^(a)	70 212	7 139	1 046	78 398
Administration	97 090	244	4	97 338
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	3 314		0	3 314
Sociétés financières	12 160	287	1	12 448
Sociétés non financières	26 572	4 589	563	31 724
Dépréciations	(167)	(564)	(686)	(1 417)
TOTAL	209 180	11 696	928	221 804

	Au 31/12/2021			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail ^(a)	70 081	4 725	1 049	75 855
Administration	97 291	101	4	97 396
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	2 756	50		2 806
Sociétés financières	8 839	293	0	9 132
Sociétés non financières	26 682	3 417	573	30 672
Dépréciations	(189)	(532)	(669)	(1 390)
TOTAL	205 460	8 054	958	214 472

(a) Hors encours de prêts octroyés à des SCI, figurant en Crédits Retail au bilan et présentés en Sociétés non financières dans cette composition par agent économique.

	Au 30/06/2022			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail				0
Administration	111 919	21		111 940
Banques centrales	3 072			3 072
Etablissements de crédit	43 706	3		43 710
Sociétés financières	6 938	54		6 992
Sociétés non financières	39 945	200		40 144
TOTAL	205 579	278		205 857
Dont dépréciations	(466)	(6)		(472)

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2021			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail				0
Administration	127 888	21		127 908
Banques centrales	1 785		0	1 785
Etablissements de crédit	47 299	7	0	47 306
Sociétés financières	6 144	51		6 195
Sociétés non financières	44 626	301		44 927
TOTAL	227 742	379		228 121
<i>Dont dépréciations</i>	<i>(456)</i>	<i>(9)</i>		<i>(465)</i>

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 30/06/2022			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	11 575	580	23	12 178
Administration	5 217	23		5 240
Banques centrales	1			1
Etablissements de crédit	2 328	104		2 432
Sociétés financières	1 795	111	(0)	1 906
Sociétés non financières	7 648	1 007	9	8 665
<i>Provisions (a)</i>	<i>(51)</i>	<i>(53)</i>	<i>(6)</i>	<i>(109)</i>
TOTAL	28 513	1 773	27	30 313

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 31/12/2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	11 425	352	22	11 799
Administration	5 965	3		5 968
Banques centrales	0			0
Etablissements de crédit	3 047	26		3 073
Sociétés financières	1 244			1 244
Sociétés non financières	8 767	527	11	9 305
<i>Provisions (a)</i>	<i>(52)</i>	<i>(40)</i>	<i>(5)</i>	<i>(97)</i>
TOTAL	30 397	867	28	31 292

(a) les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif au bilan.

NOTE 28 EXPOSITIONS SOUVERAINES

Les recensements des expositions souveraines ont été établis selon le périmètre défini par l'autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et organismes bénéficiant d'une garantie de l'Etat. Ces expositions incluent les dépôts centralisés à la Caisse des Dépôts.

30/06/2022(en millions d'euros)	Total Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total expositions directes (a)	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes (b)	Exposition en %
Allemagne	5 868	266	6 135			6 135	2,5%
Autriche	578	15	593			593	0,2%
Belgique	6 922	264	7 186	1 931		9 117	3,7%
Espagne	13 206	85	13 291	45		13 337	5,4%
France	154 323	3 752	158 076	9 803	1 711	169 590	68,7%
Grande-Bretagne		2	2	647		649	0,3%
Irlande	70	13	82	186		269	0,1%
Italie	13 577	439	14 016			14 016	5,7%
Luxembourg	78		78	122		200	0,1%
Pays Bas	303	4	307			307	0,1%
Pologne	223	23	246			246	0,1%
Portugal	2 118	69	2 188			2 188	0,9%
Roumanie	124	1	124			124	0,1%
Autres pays d'Europe	151	108	259			259	0,1%
Supranational	6 296	737	7 032			7 032	2,8%
TOTAL EUROPE	203 837	5 778	209 615	12 735	1 711	224 061	90,8%
Brésil	2 635	18 616	21 251			21 251	8,6%
Canada	700	1	702			702	0,3%
Japon	294		294			294	0,1%
Autres pays	436	48	484			484	0,2%
TOTAL RESTE DU MONDE	4 066	18 665	22 731	0	0	22 731	9,2%
TOTAL	207 903	24 442	232 346	12 735	1 711	246 792	100,0%

31/12/2021(en million d'euros)	Total Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total expositions directes (a)	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes (b)	Exposition en %
Allemagne	5 910	287	6 198	114		6 312	2,5%
Autriche	543	5	549			549	0,2%
Belgique	10 173	236	10 408	2 200	(0)	12 608	4,9%
Espagne	14 866	142	15 008	44		15 051	5,9%
France	164 472	3 561	168 034	8 018	942	176 993	69,5%
Grande Bretagne		3	3		1	3	0,0%
Irlande	88	15	103			103	69,5%
Italie	14 800	501	15 300	11		15 311	6,0%
Luxembourg	37	0	38			38	0,0%
Pays Bas	305	4	309			309	0,1%
Pologne	337	25	362			362	0,1%
Portugal	1 873	77	1 949			1 949	0,8%
Roumanie	174	1	175	0	0	175	0,1%
Autres pays d'Europe	180	59	239			239	0,1%
Supranational	5 330	739	6 070	2	0	6 072	2,4%
TOTAL EUROPE	219 088	5 656	224 743	10 389	943	236 075	92,6%
Brésil	2 176	15 117	17 293			17 293	6,8%
Canada	750	1	750			750	0,3%
Japon	105	0	105			105	0,0%
Autres pays	547	56	603			603	0,2%
TOTAL RESTE DU MONDE	3 578	15 174	18 752	0	0	18 752	7,4%
TOTAL	222 666	20 829	243 495	10 389	943	254 827	100,0%

(a) Expositions directes: juste valeur ou valeur brute comptable des expositions pour compte propre.

(b) Expositions directes et indirectes: expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les prises en pension, les achats à terme et les engagements hors-bilan du Groupe.



**RAPPORT DES
COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION
FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE**

mazars

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex

La Poste

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022



MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex

La Poste

Société anonyme
Siège social : 9 rue du Colonel Pierre Avia – 75015 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Poste, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 29 juillet 2022

KPMG Audit, Département de KPMG SA

Paris La Défense, le 29 juillet 2022

Gonzague Senlis

Associé

Charles de Boisriou

Associé

Stéphanie Millet

Associée

Xavier de Coninck

Associé



ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en section 1 du présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 29 juillet 2022

Le Président – Directeur Général

Philippe Wahl

DIRECTION FINANCIÈRE ET DU DÉVELOPPEMENT
9 rue du Colonel Pierre Avia - 75757 PARIS CEDEX 15
Tél : +33 (0)1 55 44 00 00
www.lapostegroupe.com

La Poste - Société anonyme au capital de 5 620 325 816 € -
356 000 000 RCS PARIS. Siège social : 9 Rue du Colonel
Pierre Avia 75015 Paris Cedex 15

